



AVIGNON
UNIVERSITÉ

Compte financier
2020

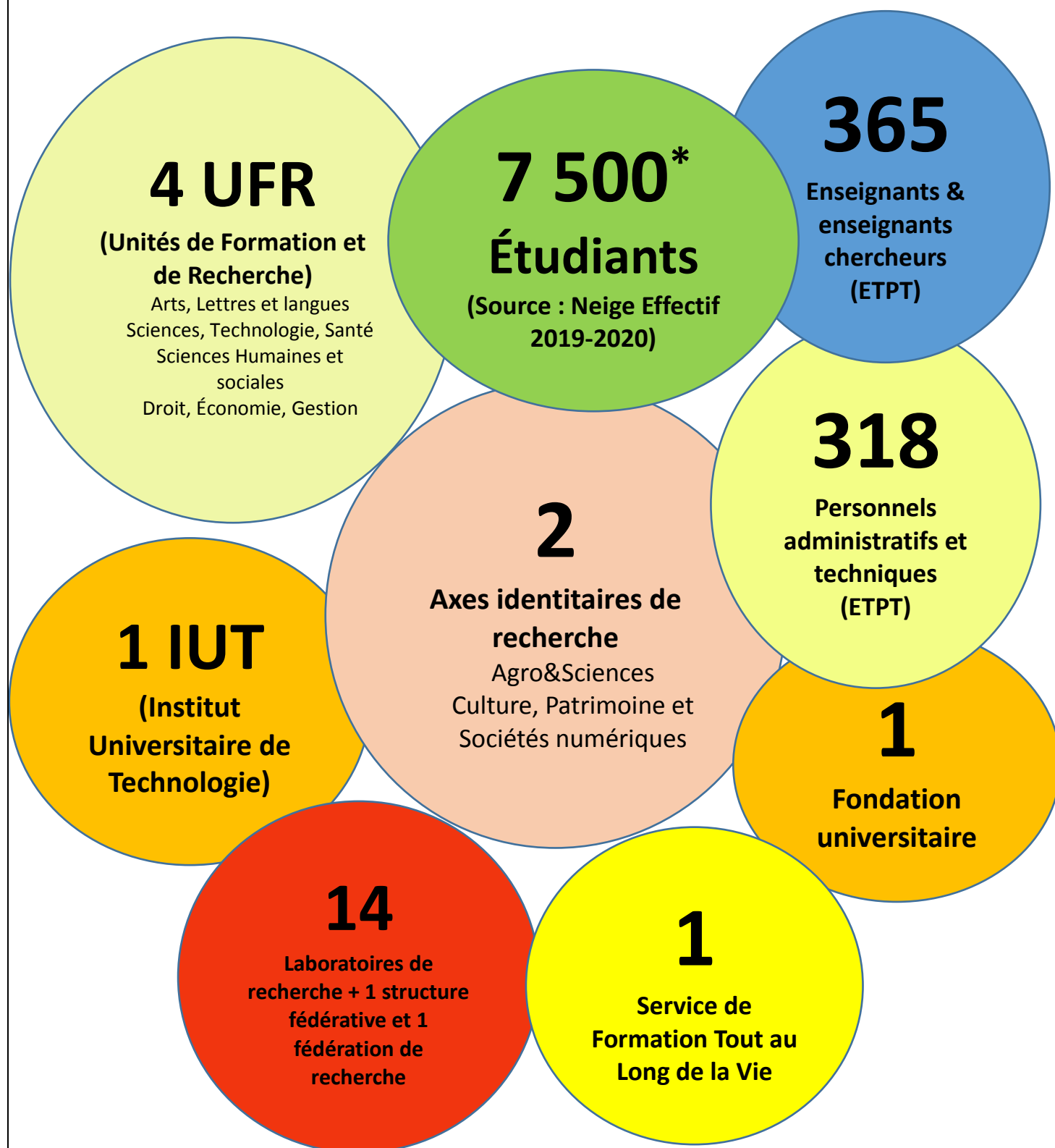
Rapport de
l'ordonnateur

Direction des finances, des achats et du
contrôle interne

Table des matières

Avignon Université en chiffres	4
Faits caractéristiques de l'exercice	5
Principaux constats et enseignements	6
1 Le fonctionnement	7
1.1 Les produits.....	7
1.1.1 Les ressources publiques.....	8
1.1.2 Les ressources propres hors subventions.....	10
1.1.3 La répartition des ressources	11
1.2 Les charges.....	12
1.2.1 Les charges hors personnel	13
1.2.1.1 Les achats divers.....	13
1.2.1.2 Les services extérieurs.....	14
1.2.1.3 Les charges de gestion.....	17
1.2.1.4 Les principaux ratios des charges courantes	17
1.2.1.5 La dotation aux amortissements et aux provisions	18
1.2.2 Les charges de personnel	18
1.3 Le résultat comptable et son affectation	21
2 L'investissement	22
2.1 Les ressources	22
2.2 Les emplois	22
2.3 La capacité d'autofinancement.....	22
3 Les grands équilibres financiers.....	23
3.1 Le fonds de roulement	23
3.2 Le besoin en fonds de roulement	23
3.3 La trésorerie.....	24
3.4 Le bilan.....	25
3.5 Le compte de résultat	26
3.6 Les soldes intermédiaires de gestion	28
4 L'analyse en mode GBCP	31
4.1 Les emplois	31
4.2 Le cadre budgétaire : les autorisations budgétaires	31
Le taux d'exécution des AE	32
Le taux d'exécution des CP	32
Le taux d'exécution des recettes	33
4.3 Les dépenses par destination et les recettes par origine (LOLF).....	33
4.4 Le tableau d'équilibre financier	34
5 Les effets de la crise sanitaire.....	35
Glossaire.....	39

Avignon Université en chiffres



*incl. formations non diplômantes.

Faits caractéristiques de l'exercice

Avignon Université frappée par la crise du COVID-19 :

Comme tous les établissements d'enseignement supérieur, AU a été affectée de manière très significative par la crise sanitaire. La fermeture quasi-totale de ses installations lors du premier confinement (du 17 mars au 11 mai) a eu pour effet une baisse des dépenses de fonctionnement de presque un million d'euros (autorisations d'engagements consommées). Les principaux postes concernés sont les missions, voyages et déplacements du personnel ainsi que la consommation de gaz et d'électricité. Inversement, les dépenses d'investissement ont crû sensiblement, de gros achats informatiques pour les personnels en télétravail et les étudiants contraints de suivre leurs enseignements à distance étant venus s'ajouter à la relance de l'exécution des principales priorités du programme pluriannuel d'investissement.

Avignon Université, pour la troisième fois lauréate de l'appel à projets du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) :

En réponse à l'appel à projets du PIA 3 «Territoires d'Innovation Pédagogique» de la Caisse des dépôts et consignations, le projet PANORAMA - Pour l'Accompagnement à l'Orientation et à la Réussite à Aix-Marseille Avignon et Toulon - a été co-construit par Aix-Marseille Université et un large consortium de partenaires : Rectorats d'Aix-Marseille et de Nice, **Avignon Université**, Université de Toulon, Sciences Po-Aix, Centrale Marseille; la Région SUD, Campus des Métiers et des Qualifications, l'ONISEP; les associations AFEV, Article 1, Sortie d'Amphi, Elles bougent, Cap au Nord Entreprendre; la CPME 13, EDF, et Visionari.

Ce projet a été retenu et labellisé, obtenant un financement de 7,5 millions d'euros sur les 10 prochaines années, dont **731 000 pour la seule université d'Avignon**.

PANORAMA vient compléter les projets NCU du PIA 3, dont sont déjà lauréats les 3 universités partenaires, afin de mieux articuler l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur dans une logique bac-3/bac+3 et améliorer la réussite des étudiants.

Le déploiement de PANORAMA sur 10 ans repose sur une approche résolument expérimentale accordant une priorité aux publics défavorisés et éloignés. Durant les 3 premières années, les actions seront ciblées en priorité sur les lycées qui accueillent une forte proportion d'élèves issus de REP / REP + et sur les lycées éloignés des grands centres universitaires.

Avant d'être déployées sur l'ensemble du territoire, elles feront l'objet d'une évaluation approfondie en s'appuyant sur un «Observatoire académique des parcours de réussite » et un « Comité de suivi et d'évaluation » associant les laboratoires du réseau SFERE-Provence et des experts externes à l'université sur les problématiques d'orientation.

Principaux constats et enseignements

Le compte financier 2020 affiche un résultat positif de **1,56 M€**.

L'exercice se caractérise par une hausse des produits de **0,78 M€**, qui se décompose comme suit :

- augmentation des subventions de **1,00 M€** ;
- hausse des ventes de produits fabriqués, prestations de service et marchandises de **0,23 M€** ;
- baisse de tous les autres postes.

Les charges augmentent plus significativement que les produits, soit **+ 1,62 M€**.

S'élevant à **48,41 M€**, les charges de personnel¹ représentent **80 %** de l'ensemble des charges de fonctionnement. Elles augmentent de **1,94 M€** en 2020, soit **+ 4,2 %**.

Les rémunérations principales et accessoires augmentent de **1,10 M€ (+ 4,3 %)**, les cotisations patronales de **0,58 M€ (+ 3,0 %)** et les primes et indemnités de **0,26 M€ (+ 8,6 %)**.

Les investissements augmentent de **0,78 M€ (+ 42,7 %)**, l'exécution du programme pluriannuel d'investissement et les achats de

matériel informatique liés à la crise sanitaire expliquant cette hausse sensible.

Les subventions d'investissement (**0,23 M€**, en forte diminution) sont pour l'essentiel constituées de financements reçus ou à recevoir dans le cadre de contrats de recherche.

Le fonds de roulement augmente de **0,50 M€** et s'élève à **11,77 M€**.

L'évaluation du fonds de roulement net diminué des engagements de l'établissement et de la part propre à la fondation universitaire ressort à **5,92 M€**. Ce montant représente **37** jours de fonctionnement.

La capacité d'autofinancement diminue légèrement en 2020 pour atteindre **2,88 M€ (- 0,29 M€)** et continue de couvrir davantage que la totalité des dépenses d'investissement.

La trésorerie s'élève au 31/12/2020 à **16,66 M€**, en hausse de **1,85 M€** par rapport à 2019.

Enfin, le solde budgétaire reste positif et s'établit à **1,30 M€**.

¹ Depuis 2018, ce montant exclut les taxes et impôts sur rémunérations, lesquelles relèvent désormais de l'enveloppe des charges de fonctionnement.

1 Le fonctionnement

Les tendances de l'exercice 2020 sont inversées par rapport à 2019. Ainsi, les produits augmentent moins fortement que les charges, contribuant à réduire le résultat largement excédentaire de 2019.

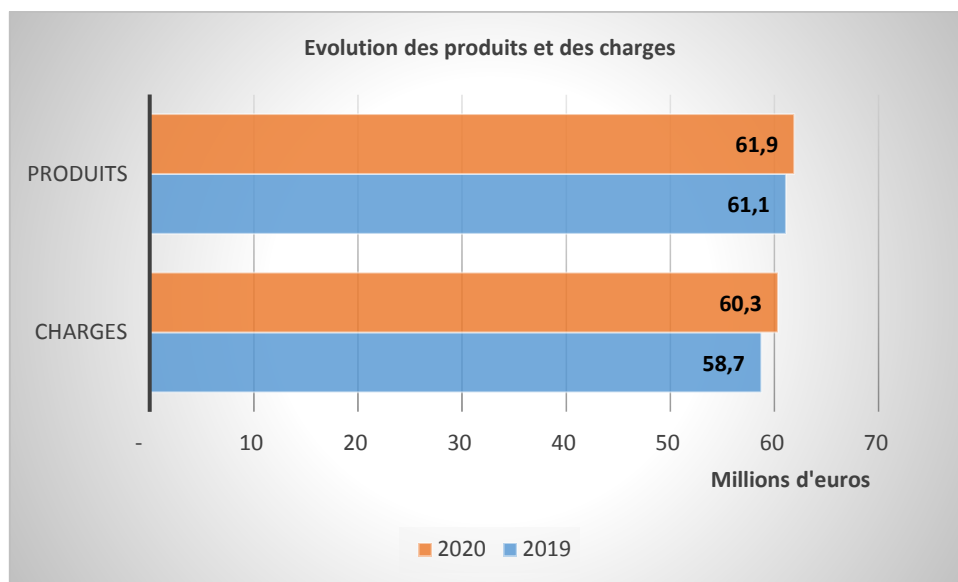


Figure 1

Les charges s'élèvent à **60,34 M€** en 2020 contre **58,72 M€** en 2019, soit une hausse de **1,62 M€**

Les produits passent de **61,11 M€** à **61,90 M€** en 2020, soit une hausse de **0,78 M€**.

Le résultat net comptable diminue de **0,83 M€**, traduction d'une augmentation des charges plus rapide que celle des produits.

1.1 Les produits

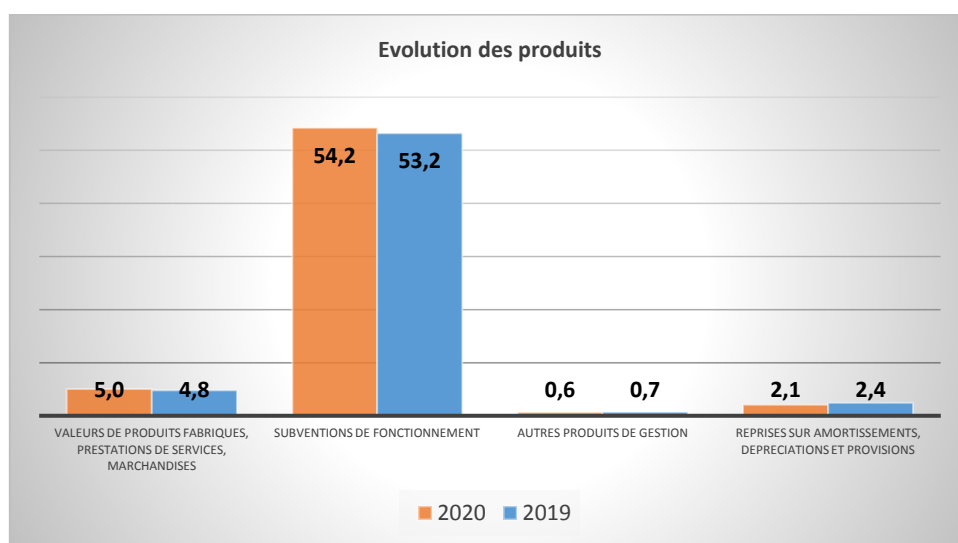


Figure 2

Le montant global des produits s'élève à **61,90 M€**.

Ce chiffre est en augmentation de **1,3 %** par rapport à 2019.

La hausse d'un montant total de **0,78 M€** résulte avant tout de la forte augmentation des subventions **(+ 1,00 M€)** et de la vente de produits fabriqués, de prestations de services et de marchandises **(+ 0,23 M€)**, les autres postes accusant une baisse de **0,45 M€**.

Le taux de réalisation des produits :

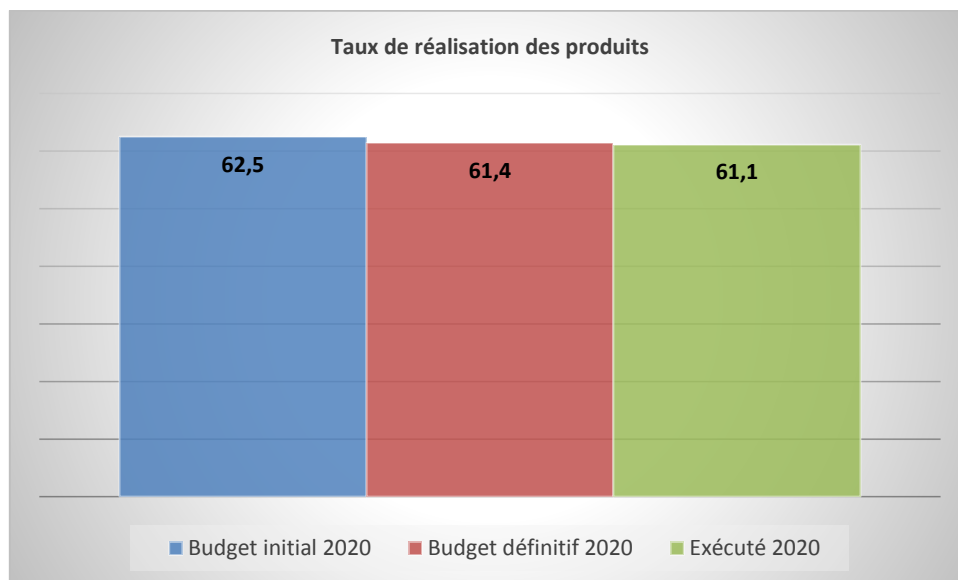


Figure 3

Le taux de réalisation des produits se situe à un niveau élevé (**97,8 %** du budget initial, **99,5 %** du budget définitif), démontrant la justesse des prévisions dès le budget initial, celles-ci étant élaborées sans que l'établissement ait connaissance de sa subvention pour charges de service public annuelle.

1.1.1 Les ressources publiques

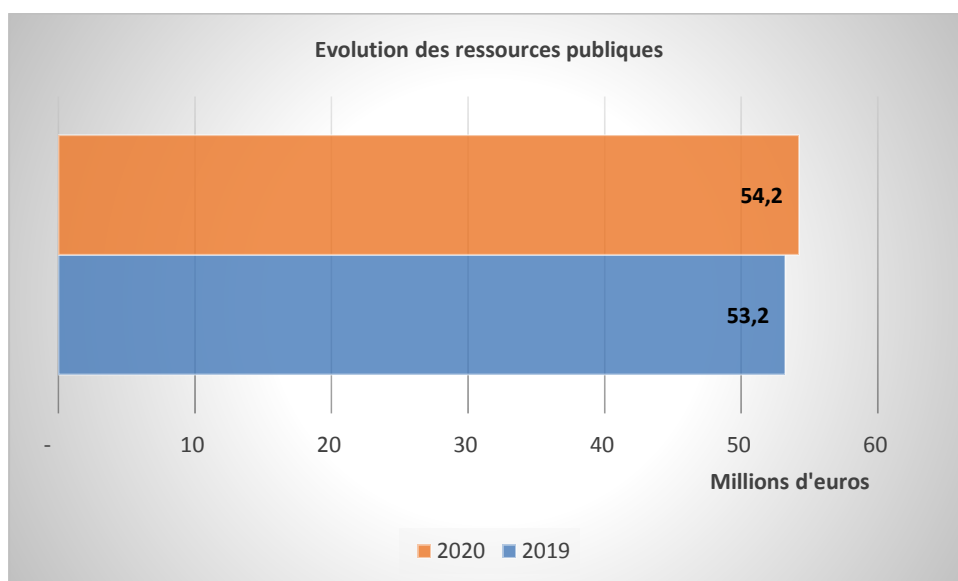


Figure 4

Il s'agit d'un poste essentiel puisqu'il représente près de **88 %** du total des produits en 2020 (**87 % en 2019**). Ce poste enregistre une hausse en 2020 de **1,00 M€** par rapport à l'exercice précédent soit + **1,9 %**.

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	2020	2019	Ecart 2019/2020
Ministère de tutelle	51 261 165	50 063 356	1 197 809
Ministères hors MESRI	56 563	20 500	36 063
Organismes publics agissant pour le compte de l'État	1 094 163	810 245	283 918
Région	569 816	660 644	- 90 828
Département	27 638	24 800	2 838
Communes et groupements de communes	12 800	7 000	5 800
Union européenne	443 799	539 208	- 95 409
Organismes internationaux	6 000	-	6 000
Autres collectivités et organismes publics	109 790	72 083	37 706
Dons, legs, mécénat	396	-	396
Autres subventions de fonctionnement	641 709	1 022 528	- 380 818
TOTAL SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	54 223 839	53 220 365	1 003 475

Figure 5

En 2020, l'augmentation de la subvention pour charge de service public atteint **1,20 M€**.

Elle correspond principalement à une hausse des crédits de masse salariale (+ **1,50 M€**) destinés principalement à financer diverses mesures prises en faveur de l'établissement au titre de la loi ORE (orientation et réussite des étudiants) et le protocole « parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR). Dans le même temps, les crédits de fonctionnement diminuent de **0,39 M€**, baisse due principalement au transfert négocié avec le MESRI de **0,50 M€** vers la masse salariale.

Les autres subventions, dans leur globalité, diminuent de **0,19 M€**, cette baisse atteignant principalement la catégorie des « autres subventions de fonctionnement », lesquelles avaient enregistré une hausse très significative en 2019, principalement due à la signature de nouveaux contrats de recherche.

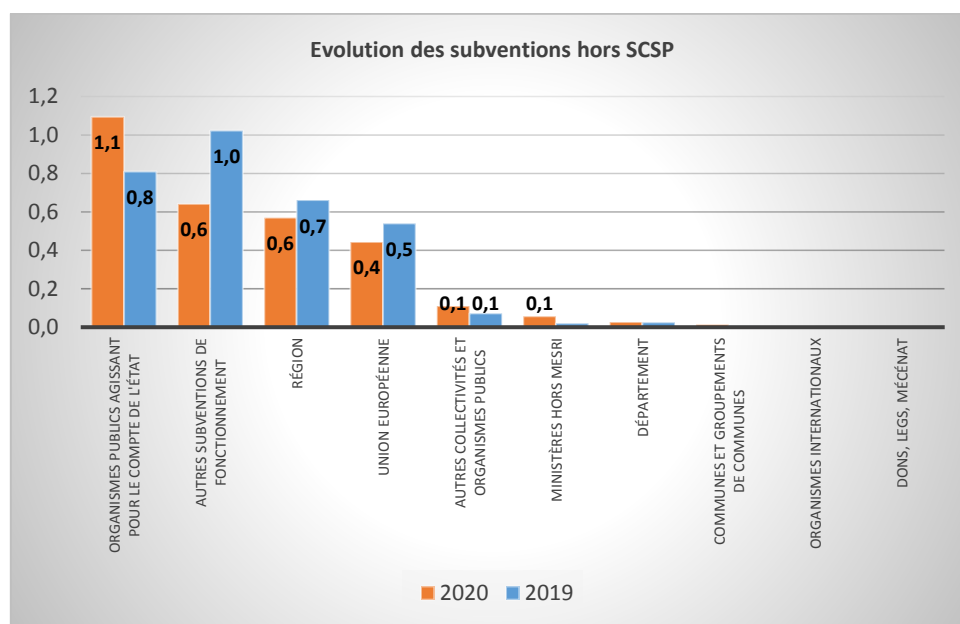


Figure 6

1.1.2 Les ressources propres hors subventions

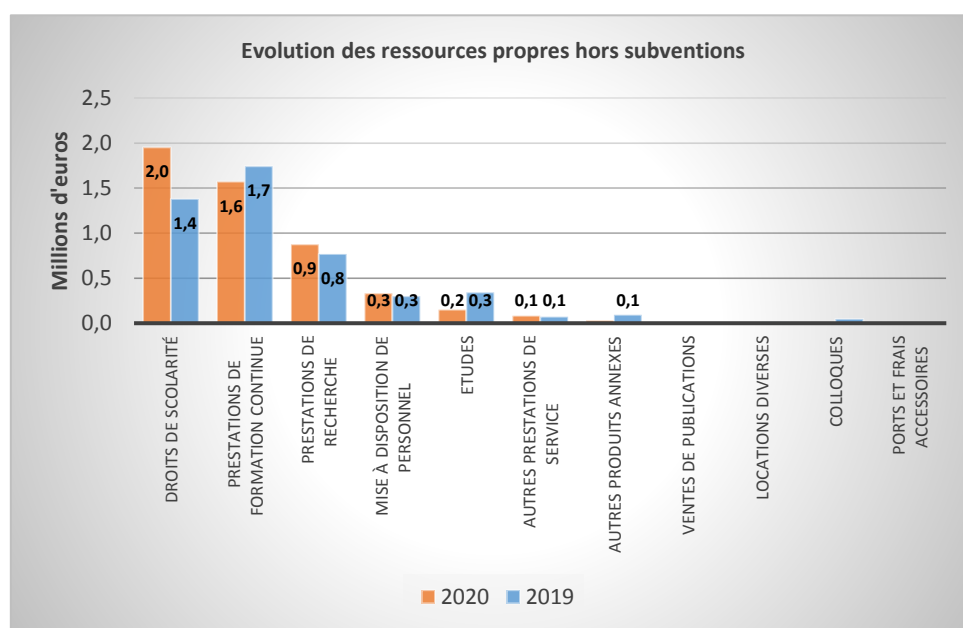


Figure 7

Elles s'élèvent globalement à **5,00 M€** en 2020 contre **4,77 M€** en 2019 et sont principalement constituées de :

- droits de scolarité (**1,95 M€** contre **1,38 M€** en 2019)

Ce poste enregistre les droits d'inscription aux diplômes nationaux et locaux. Il connaît à nouveau une forte progression, liée à l'extension de l'application de la réforme aux étudiants déjà inscrits en université à la rentrée précédente et qui continuent leur cursus. À noter : la politique d'exonération partielle se traduit dans le même temps par la comptabilisation d'une charge, le produit net impactant in fine le résultat de l'exercice étant donc égal au montant acquitté réellement par ces étudiants.

- - prestations de formations continue (**1,57 M€** contre **1,74 M€** en 2019)

Après plusieurs années de forte progression, les produits de formation continue accusent une baisse significative pour se situer aux environs d'1,6 millions d'euros.

- - prestations de recherche (**0,87 M€** contre **0,77 M€** en 2019, soit + 14 %)

La poursuite du développement de l'activité de recherche se traduit par une augmentation des produits dans ce domaine.

Le ratio ressources propres / produits encaissables² se situe pour la deuxième année consécutive au-delà de **14 %** (**11 %** en 2018).

À noter : l'aide obtenue au titre des nouveaux cursus universitaires (0,79 M€ par an pendant 10 ans, à compter de 2019) et des écoles universitaires de recherche (0,50 M€ par an pendant 10 ans à compter de 2020), ainsi que la progression - virtuelle – des frais d'inscription et -effective - de l'activité de

² Définition : dénominateur : produits donnant lieu à un encaissement et à une variation de trésorerie.
Numérateur : ressources propres (produits encaissables hors SCSP)

recherche permettent à l'établissement, depuis 2019, de se situer au-delà du seuil d'alerte (13%) défini par le MESRI.

La taxe d'apprentissage, bien que comptablement classée parmi les subventions, pourrait également être considérée comme une ressource propre. Elle accuse, en 2020, une forte baisse.

1.1.3 La répartition des ressources

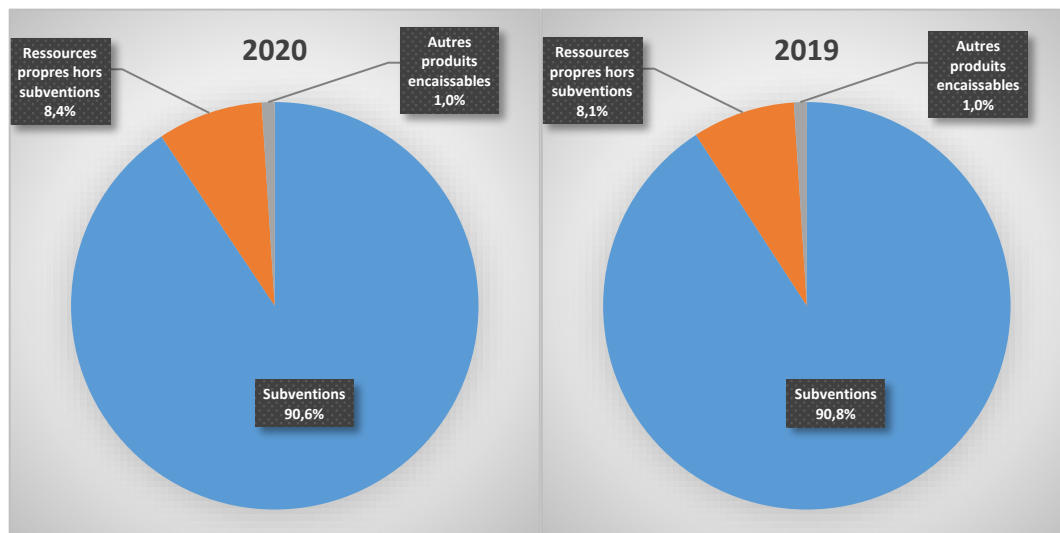


Figure 8

Comme dans la grande majorité des universités publiques, les subventions constituent à Avignon Université la plus grande partie des produits. Leur taux approche les 91%.

1.2 Les charges

Le montant total des charges s'élève à **60,34 M€**.

Ce montant est en hausse de **1,62 M€**, par rapport à 2019. Les charges de personnel enregistrent, à elles seules, une hausse de **1,94 M€**, le reste de l'augmentation se répartissant entre les autres charges de gestion (**+ 0,54 M€**), les amortissements (**+ 0,07 M€**) et les impôts et taxes (**+ 0,01 M€**). Dans le même temps, les achats et services extérieurs diminuent sensiblement (**- 0,94 M€**).

CHARGES	2020	2019	Ecart 2019/2020
CHARGES DE PERSONNEL	48 406 253	46 470 724	1 935 528
AUTRES CHARGES DE GESTION	2 072 793	1 536 972	535 821
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS	3 376 839	3 304 718	72 121
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	627 318	614 662	12 657
CHARGES FINANCIERES	3 090	2 422	668
ACHATS ET VARIATION DE STOCKS	1 639 442	1 736 835	- 97 393
ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURS	1 499 413	1 894 575	- 395 161
AUTRES SERVICES EXTERIEURS (en relation avec l'activité)	2 714 693	3 160 855	- 446 162
Total	60 339 841	58 721 763	1 618 078

Figure 9

Dans le détail, les principales évolutions sont de :

+ 1,94 M€ pour les charges de personnel.

+ 0,54 M€ pour les 'autres charges de gestion' (bourses, fonds sociaux, annulations de recettes [dont « neutralisation » droits d'inscription des étudiants extra-européens], amendes, etc.).

+ 0,07 M€ pour les amortissements.

- 0,45 M€ pour les 'autres services extérieurs' (personnel prêté, imprimerie, missions, voyages, frais de réception, frais postaux, gardiennage, nettoyage, etc.).

- 0,40 M€ pour les achats de sous-traitance et services extérieurs (maintenance, locations mobilières et immobilières, charges locatives, assurances, études, documentation).

- 0,10 M€ pour les achats et approvisionnements.

Le taux d'exécution des charges

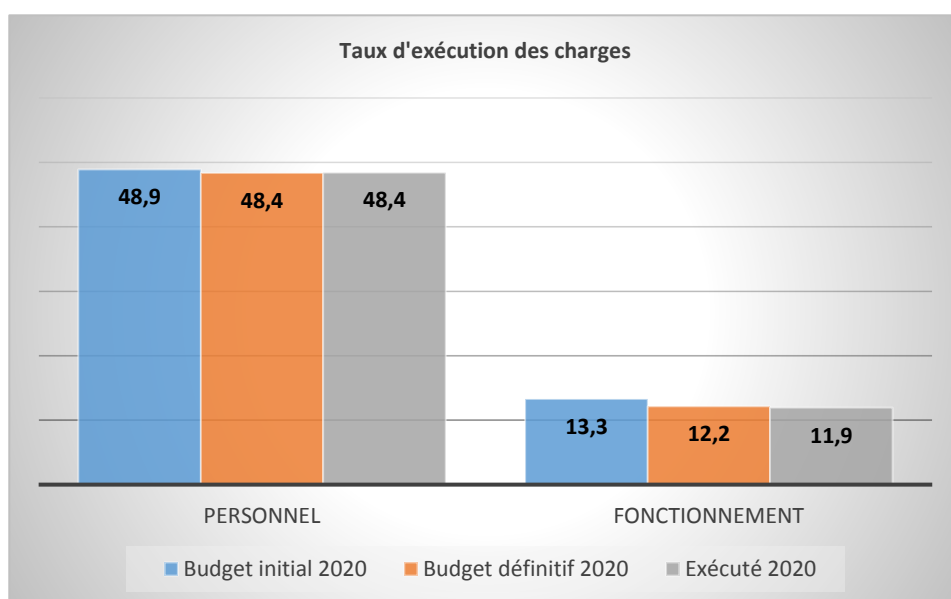


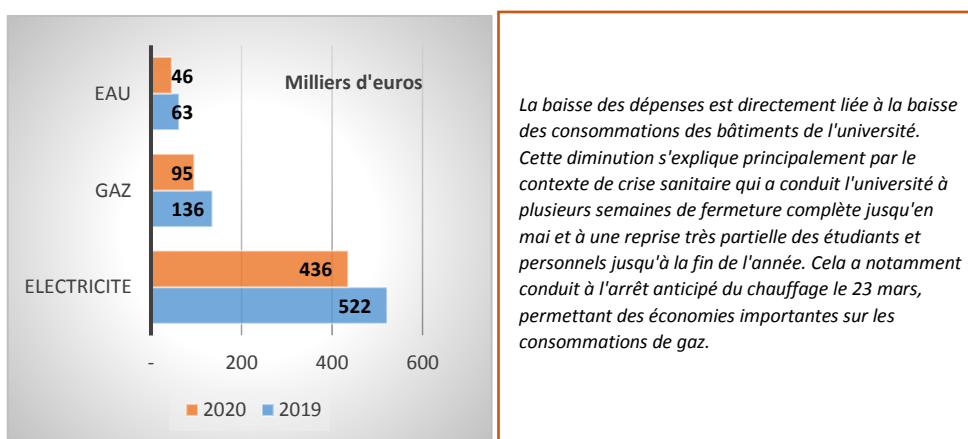
Figure 10

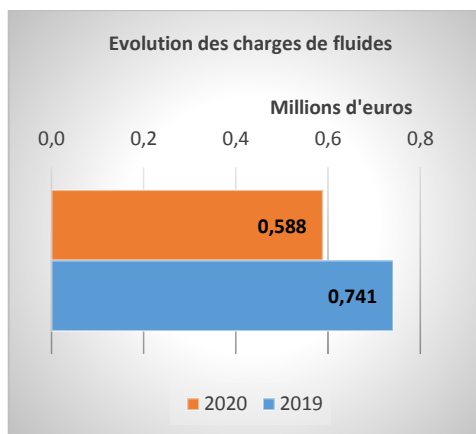
Le budget de fonctionnement s'exécute à un niveau élevé (**89,9 %** du budget initial, **98,0 %** du budget définitif). Les prévisions de charges de masse salariale restent fiables, le taux d'exécution sur ce poste atteignant **100,1 %** du budget définitif en fin d'exercice. À noter à ce propos : le dépassement de **46 k€** de la prévision est exclusivement dû à la hausse de la charge à payer sur rémunérations (+ **387 k€** correspondant aux congés non pris, aux jours de congés épargnés, aux rappels sur rémunérations et aux heures complémentaires effectuées mais pas encore liquidées).

1.2.1 Les charges hors personnel

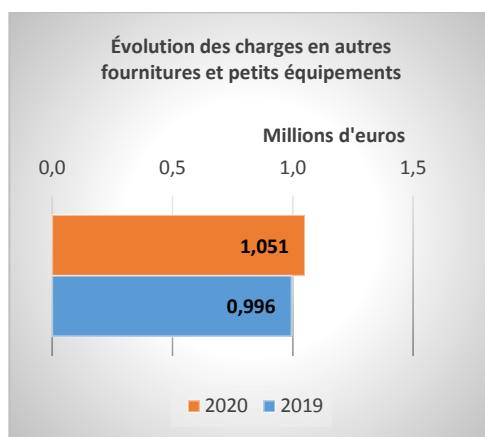
1.2.1.1 Les achats divers

Ce poste de charges comptabilise les charges de fluides (eau, gaz, électricité, carburants) et de fournitures et petits équipements.





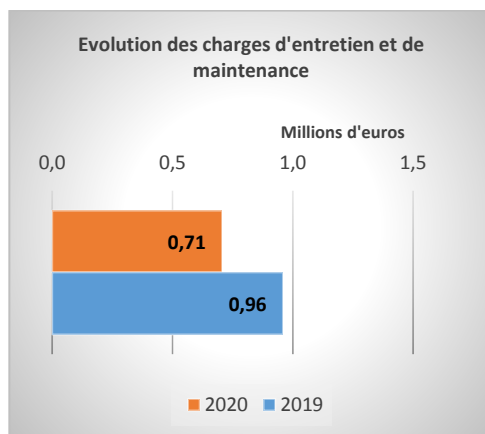
La baisse des dépenses de fluides s'élève à 153 k€, soit - 21% pour les raisons évoquées ci-dessus.



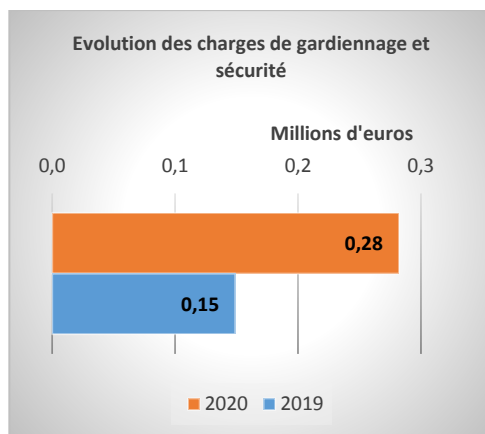
Les achats de fournitures et de petits équipements (incl. les fournitures administratives et pédagogiques) connaissent une grande stabilité (+ 0,6 %)

1.2.1.2 Les services extérieurs

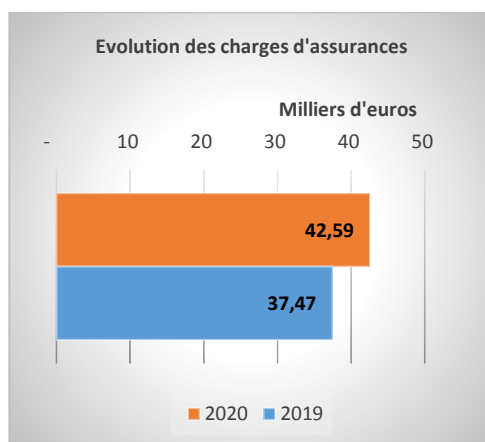
On trouve principalement regroupées sous cette appellation les charges de location, d'entretien et de réparation, d'assurances, de documentation, de missions et de réceptions ainsi que de téléphonie et d'affranchissement.



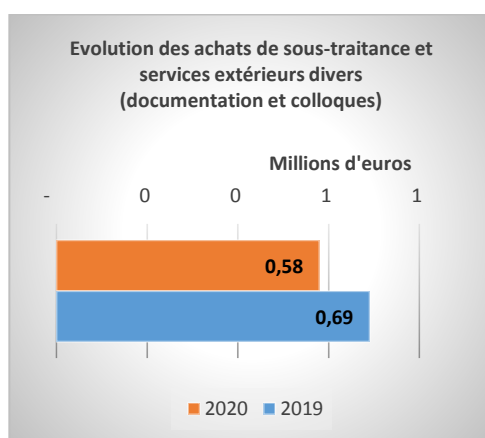
Les redevances versées à l'AMUE pour la maintenance et les mises à jour des logiciels de gestion Sifac, Sifac Demat, Harpege et à Renater pour la messagerie collaborative Partage, auparavant comptabilisées sur ce compte le sont depuis 2020 sur un compte de charges extérieures (150 k€ environ). D'autres changements d'imputation comptable ainsi que la baisse d'activité enregistrés pendant le premier confinement (mars à mai) expliquent cette diminution.



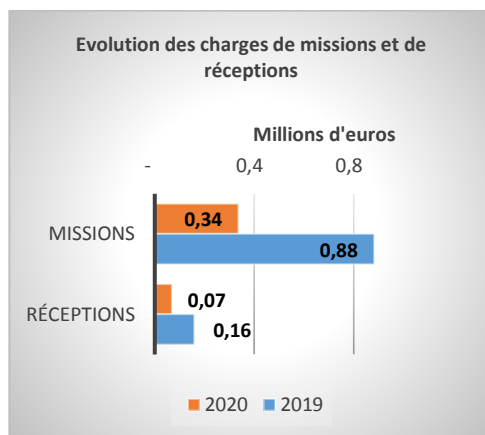
Ce poste de dépenses a sensiblement augmenté, la crise sanitaire ayant contraint l'établissement à mettre en place un contrôle strict de ses entrées, prestation nécessairement externalisée.



La hausse des dépenses enregistrées sur ce poste tient exclusivement à la souscription d'un contrat d'assurance dommage-construction au titre de l'opération de déménagement du Laboratoire de pharm-écologie cardio-vasculaire.

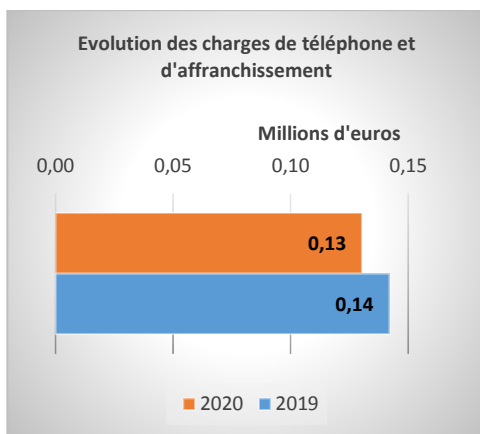


La baisse constatée sur ce poste est imputable à la crise sanitaire qui a eu pour conséquence une diminution très significative du nombre de colloques. Les charges de documentation - hors colloques - ont connu également une diminution, cependant de moindre ampleur.

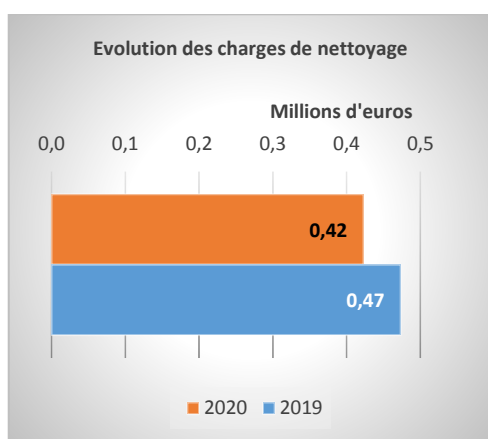


La crise sanitaire ayant rendu très problématiques les déplacements à compter de fin mars, les frais correspondants ont enregistré une chute de plus de 60%.

Les frais de réception ont également, pour des raisons identiques, connu une diminution considérable.



Après une légère hausse en 2019, ce poste de dépense repart très légèrement à la baisse, due principalement à la diminution des dépenses d'affranchissement.



Les charges de nettoyage correspondent principalement au règlement des factures émises en application du contrat passé avec l'UGAP pour l'entretien des locaux des deux sites de l'établissement. La diminution enregistrée sur ce poste est imputable à la crise sanitaire, l'établissement ayant connu une fermeture prolongée suivie d'une baisse de fréquentation.

1.2.1.3 Les charges de gestion

Ce poste de charges comptabilise principalement les bourses, aides et subventions versées par l'établissement.



1.2.1.4 Les principaux ratios des charges courantes

1.2.1.4.1 Ratio charges décaissables / produits encaissables

Ratio charges décaissables / produits encaissables	2020	2019
Charges décaissables	56 963 002	55 417 045
Produits encaissables	59 843 356	58 588 601
Ratio	95,2%	94,6%

Interprétation : plus le ratio est élevé et se rapproche de 100%, moins le résultat est performant. Il fait abstraction des charges calculées et constitue une autre approche de l'équilibre économique de l'établissement.

Les résultats obtenus par AU, aux alentours de 95%, restent éloignés du seuil de vigilance, fixé par le MESRI à 98%.

1.2.1.4.2 Ratio charges externes / produits encaissables

Ratio charges externes sur produits encaissables	2020	2019
Charges externes	5 853 549	6 792 265
Produits encaissables	59 843 356	58 588 601
Ratio	9,8%	11,6%

Interprétation : plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marges de manœuvre.

Ce ratio enregistre une légère baisse sur le dernier exercice et reste éloigné du seuil de vigilance fixé par le MESRI à 15 %.

1.2.1.5 La dotation aux amortissements et aux provisions

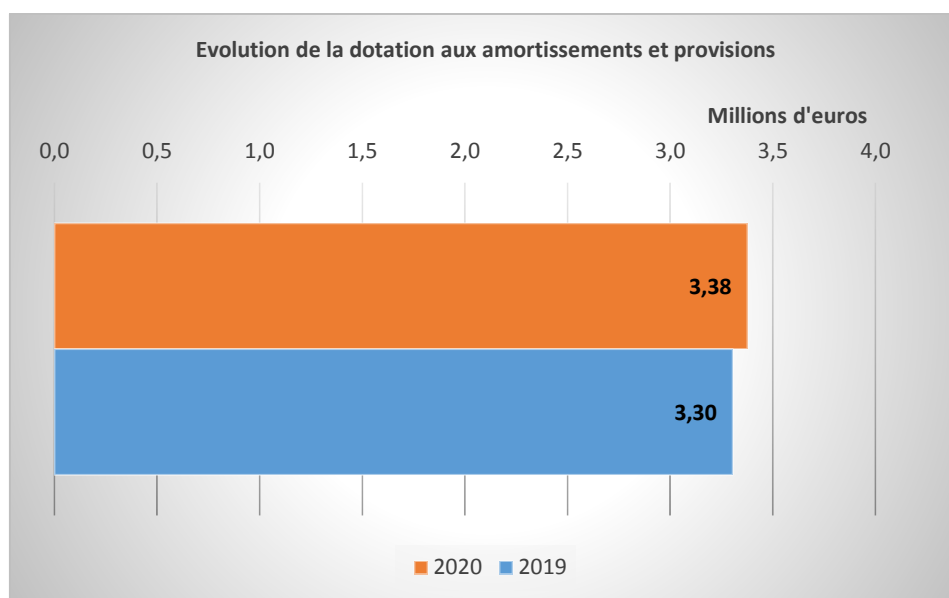


Figure 11

L'effet sur le résultat de fonctionnement de ce poste n'est pas négligeable, même s'il est sans impact sur la comptabilité d'engagement ou de caisse ni sur la variation du fonds de roulement.

La légère augmentation enregistrée sur ce poste de charge en 2020 provient principalement de la constitution d'une provision pour risques, en sus de l'habituelle dotation aux amortissements.

1.2.2 Les charges de personnel

Les charges de personnel constituent, et de loin, le poste de charges le plus important de l'établissement.

Elles s'élèvent à **48,41 M€** et progressent de **1,94 M€**, soit **+ 4,2 %** par rapport à 2019, représentant **80 %** des charges de l'établissement.

Comme on le lira plus loin, 2020 enregistre une hausse significative du nombre d'emplois consommés (de 666 à 684, soit +18 ETPT³). Cette progression se traduit par une augmentation sensible des rémunérations principales et des cotisations patronales.

Les dépenses d'heures complémentaires et de vacances (rémunérations accessoires) diminuent légèrement, en revanche, (**1,82 M€** en 2020 contre **1,90 M€** en 2019 pour les heures complémentaires et vacances d'enseignement, **0,23 M€** contre **0,26 M€** pour les autres vacances). Les charges hors paye, sans contribution au FIPHP⁴, cette année encore, dans la mesure où l'établissement satisfait à l'obligation d'emploi de 6 % de travailleurs handicapés (ou assimilés), restent stables (**0,10 M€**).

³ Équivalent temps plein travaillé

⁴ Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique

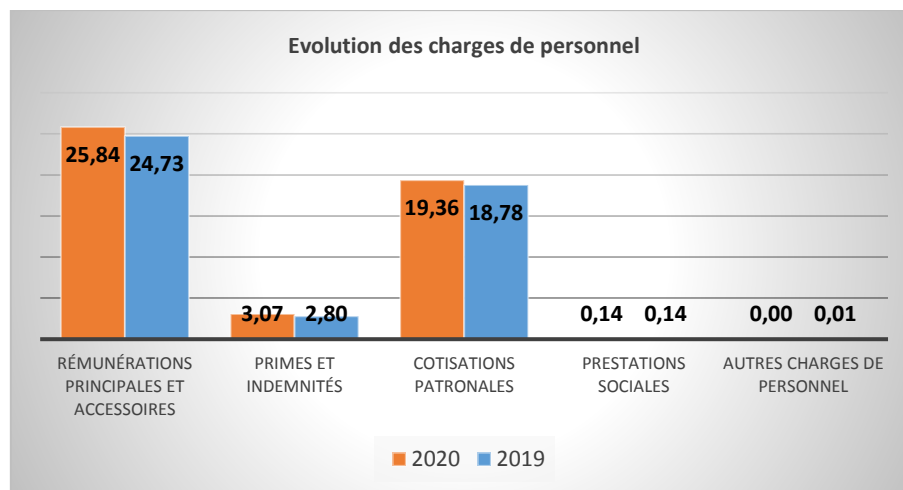


Figure 12

La hausse des charges de personnel est accentuée par l'augmentation des sommes provisionnées selon la méthode comptable des charges à payer pour faire face, notamment, aux risques financiers relatifs aux congés non pris et aux comptes épargne temps des agents BIATSS (voir tableau ci-dessous).

Charges à payer (CAP)	2020	2019
Congés non pris	594 373	522 083
Comptes épargne temps	438 918	315 132
Heures complémentaires, vacances et rappels N à payer en N+1 (estimation)	1 493 268	1 302 003
TOTAL CAP	2 526 599	2 139 219

Les **dépenses** nettes de masse salariale⁵ représentent **48 660 626 €** en 2020. Le taux d'exécution des dépenses de masse salariale est de **99,4 %** sur un budget de **48 949 575 €**.

⁵ À distinguer des **charges** de masse salariale. Les dépenses de masse salariale correspondent aux sommes décaissées en 2020, mais dont le fait générateur peut s'être produit avant 2020. Les charges de masse salariale, quant à elles, correspondent aux rémunérations pour service fait en 2020, qu'elles aient, ou non, fait l'objet d'un paiement au cours du même exercice.

Gros plan sur les personnels détachés :

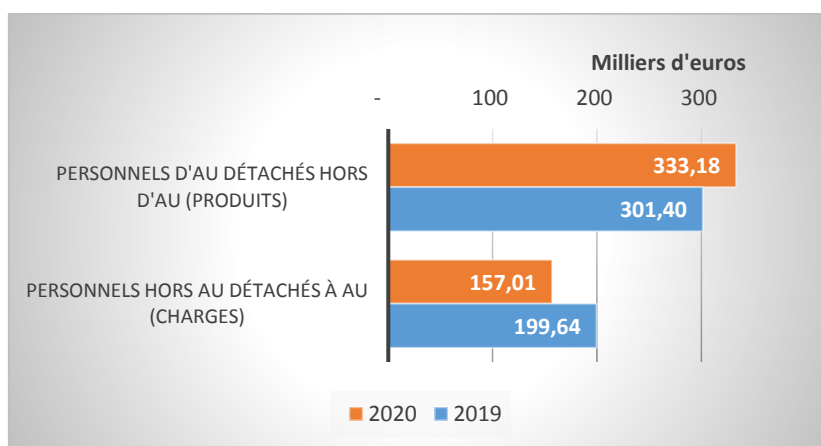


Figure 13

Ratio dépenses de personnel / produits encaissables

Interprétation : Le poids relatif des dépenses de personnel dans les ressources encaissables, ainsi que leur évolution, est significatif. Plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marges de manœuvre.

Compte tenu de la croissance des ressources propres, ce ratio se situe en-deçà du seuil de vigilance, arrêté à 82% par le MESRI.

Ratio dépenses de personnel / produits encaissables	2020	2019
Charges de personnel	48 406 253	46 470 724
Produits encaissables	59 843 356	58 588 601
Ratio	80,9%	79,3%

1.3 Le résultat comptable et son affectation

Le résultat 2020 agrégé s'élève à **1 556 859 €**.

Pour la dixième fois consécutive depuis qu'elle a accédé aux responsabilités et compétences élargies, AU présente un compte de résultat excédentaire, supérieur, tout comme en 2013, 2018 et 2019, à **1,5 M€**.

L'écart entre les deux exercices est de **833 243 €** et se décompose de la manière suivante :

VARIATION DU RESULTAT	
RESULTAT 2019	2 390 102
- Variation des charges courantes	- 389 571
- Variation des charges d'amortissement	72 121
- Variation des charges de Personnel	1 935 528
Variation des ressources propres	151 150
Variation des subventions hors dotation	- 194 334
Variation de la neutralisation	- 369 789
Variation de la dotation du Ministère	1 197 809
RESULTAT 2020	1 556 859

La répartition des résultats par services à comptabilité distincte est la suivante :

REPARTITION DU RESULTAT	
BUDGET PRINCIPAL	1 620 693
FONDATION	- 63 834
RESULTAT 2020	1 556 859

2 L'investissement

2.1 Les ressources

Le montant des subventions reçues ne représente en 2020 que **0,23 M€**, les financements dus au titre du CPER n'étant attendus qu'à partir de 2021.

2.2 Les emplois

Le niveau d'investissement est en augmentation sensible, pour s'établir à **2,62 M€ (1,83 M€ en 2019)**.

Outre les investissements récurrents de la Direction des systèmes d'information (**0,08 M€**) et de la Direction du patrimoine immobilier (**0,20 M€**), les opérations inscrites au programme pluriannuel d'investissement ont mobilisé une partie importante de ces crédits (**1,63 M€**) :

- la modernisation des systèmes d'information et du parc informatique (**0,79 M€**) ;
- le réaménagement des espaces de travail (**0,23 M€**) ;
- le transfert du LaPEC sur le site d'Agroparc de l'INRAE (**0,16 M€**) ;
- l'amélioration de la sécurité et de la protection de la santé des agents : (**0,13 M€**) ;
- l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (**0,11 M€**) ;
- la sûreté (**0,10 M€**) ;
- l'adaptabilité des locaux aux personnes handicapées (**0,06 M€**) ;
- les équipements de recherche (**0,05 M€**).

Des investissements pour les laboratoires de recherche (**0,39 M€**), pour l'UFR STS (**0,15 M€** dont financement loi ORE **0,08 M€**) et pour l'IUT (**0,16 M€**) ont également été réalisés en 2020.

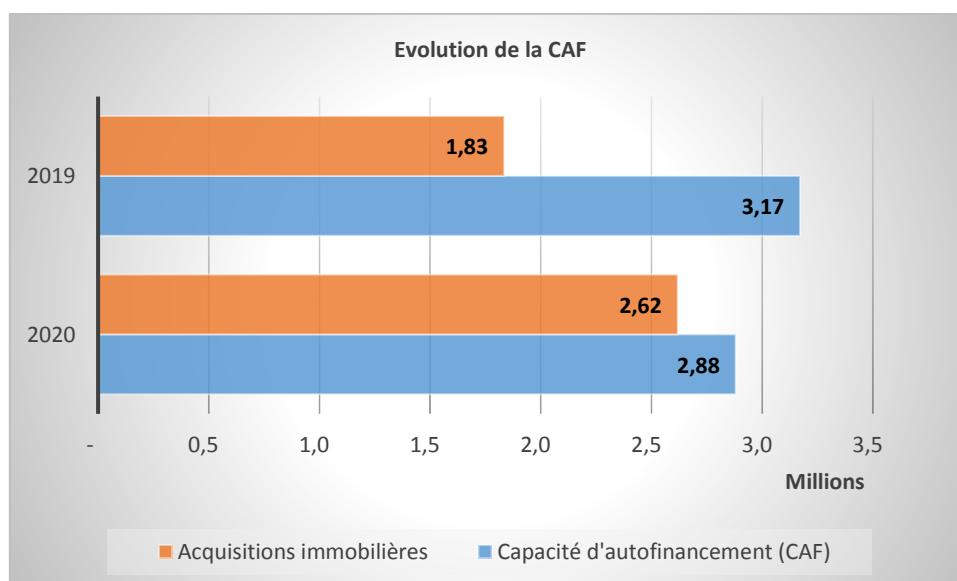
2.3 La capacité d'autofinancement

Définition : épargne dégagée pendant l'exercice qui permettra d'assurer tout ou partie de l'investissement de l'année et d'augmenter le fonds de roulement.

Calcul : différence entre les produits encaissables et les charges décaissables.

Pour la neuvième fois consécutive depuis qu'elle a accédé aux responsabilités et compétences élargies, AU dégage une capacité d'autofinancement ; celle-ci est supérieure, pour la cinquième fois, à **2 M€**.

En baisse de **0,29 M€**, elle s'élève à **2,88 M€** et couvre davantage que la totalité des investissements de l'année, permettant ainsi d'abonder le fonds de roulement.

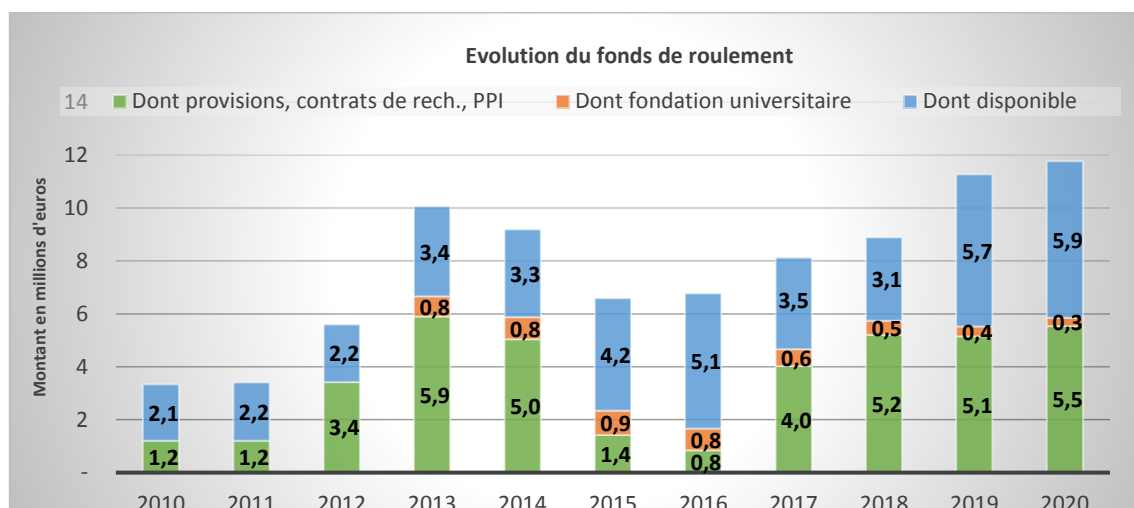


3 Les grands équilibres financiers

3.1 Le fonds de roulement

Le fonds de roulement augmente de **0,50 M€** et s'élève à **11,77 M€**.

L'évaluation du fonds de roulement diminué des engagements de l'établissement et de la part propre à la fondation universitaire ressort à **5,92 M€**. Ce montant représente **37** jours de fonctionnement.



3.2 Le besoin en fonds de roulement

	Rappel 2019	Réalisé 2020
Variation du fonds de roulement : abondement	2 389 691	496 258
Variation du besoin en fonds de roulement	-837 941	-1 356 964
Niveau du fonds de roulement	11 272 585	11 768 843
Niveau du besoin en fonds de roulement	-3 536 025	-4 892 989

Définition : le besoin en fonds de roulement mesure le décalage entre les encaissements et les décaissements du cycle d'activité.

Calcul : Actif circulant (hors actif de trésorerie) – Dettes circulantes (hors passif de trésorerie).

Interprétation : le besoin en fonds de roulement peut être positif ou négatif. Positif, il pèse sur le fonds de roulement qui doit prioritairement assurer le financement. Négatif, il traduit le fait que le cycle d'activité est en capacité de financer le décalage entre les encaissements et les décaissements du cycle d'activité.

Après avoir été positif en 2016 principalement parce que deux des principaux contributeurs au financement de la construction de l'UFR STS étaient encore redevables du solde de leur participation (plus de 2 M€), il est redevenu normalement négatif en 2018 et continue de l'être en 2020.

3.3 La trésorerie

Tableau des flux de trésorerie en k€ Source : Instruction comptable commune - BOFIP - GCP - 17 - 0021 du 17/12/2019	2020	2019
<i>Flux de trésorerie liés à l'activité</i>		
Encaissements	59 330	59 519
Produits sans contrepartie directe : subventions et produits assimilés	54 830	54 444
Produits AVEC contrepartie directe	4 500	5 075
Décaissements	55 417	54 615
Charges de fonctionnement	55 122	0
Dont charges de personnel	48 661	47 243
Dont charges de fonctionnement (hors charges de personnel)	6 462	7 078
Charges d'intervention : dispositifs pour compte propre	295	295
Total (I)	3 913	4 904
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</i>		
Encaissements	0	30
Cessions d'immobilisations incorporelles	0	27
Cessions d'immobilisations corporelles	0	3
Cessions d'immobilisations financières	0	0
Autres opérations	0	0
Décaissements	2 615	1 552
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	36	131
Acquisitions d'immobilisations corporelles	2 579	1 421
Acquisitions d'immobilisations financières	0	0
Autres opérations	0	0
Total (II)	-2 615	-1 522
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</i>		
Encaissements	1	3
Dotations en capitaux propres	0	0
Emissions d'emprunts	0	0
Autres opérations	1	3
Décaissements	1	3
Remboursements d'emprunts	0	0
Autres opérations	1	3
Total (III)	0	0
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations gérées pour le compte d'organismes tiers</i>		
Encaissements	1 221	449
Décaissements	665	604
Total (IV)	555	-155
Variation de trésorerie (V=I+II+III+IV)	1 853	3 228
Trésorerie à l'ouverture	14 809	11 581
Trésorerie à la clôture	16 662	14 809

Le volume moyen de trésorerie pour l'exercice 2020 s'établit à **22,64 M€**.

La trésorerie au 31 décembre 2020 représente **105 jours** de charges décaissables (trésorerie x 360/charges décaissables).

Les variations significatives de la trésorerie sont liées aux versements trimestriels de la SCSP.

La variation positive de trésorerie constatée entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2020 représente **1,85 M€**, répartie entre solde budgétaire (**1,30 M€**) et solde des opérations extra-budgétaires (TVA, bourses d'aide à la mobilité, aides régionales Covid-19 aux étudiants, recettes et dépenses à classer) [**0,55 M€**].

3.4 Le bilan

BILAN - Version agrégée (En Euros)					Exercice : 2020		
Actif	Brut	Amort/Dépréc.	2020	2019	Passif	2020	2019
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles	625 909	489 627	136 282	180 800	Financements reçus		
Immobilisations corporelles					Financement de l'actif par l'Etat	28 891 377	30 295 625
Terrains	8 115 483	1 926	8 113 558	8 094 767	Financement de l'actif par des tiers	9 861 273	10 240 018
Constructions	48 670 421	16 529 981	32 140 440	33 591 217	Fonds propres des fondations	250 000	250 000
Installations techniques matériel, outil	7 614 507	5 576 442	2 038 065	1 952 657	Ecart de réévaluation		
Collections	1 403	-	1 403	1 403	Réserves		
Biens historiques et culturels	1	-	1	1	Report à nouveau	6 854 593	6 854 593
Autres immobilisations corpor.	8 563 048	5 953 286	2 609 761	1 931 311	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	9 476 192	7 086 090
Immobilisations mises en concession	-	-	-	-	Provisions réglementées	1 556 859	2 390 102
Immobilisations corporelles en cours	378 512	-	378 512	149 956			
Avances et Acpt versés sur commande	-	-	-	-			
Immobilisations grevées de droits	-	-	-	-			
Immobilisations corporelles (biens vivants)	-	-	-	-			
Immobilisations financières	414 100	387 330	26 770	26 989			
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	74 383 381	28 938 591	45 444 790	45 929 100	TOTAL FONDS PROPRES	56 890 295	57 116 427
					PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
					Provisions pour risques	188 107	57 898
					Provisions pour charges	-	-
					TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	188 107	57 898
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
Stocks	-	-	-	-	DETTES FINANCIERES		
Créances					Emprunts obligataires	-	-
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	1 622 280	-	1 622 280	1 327 334	Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	-	-
Créances clients et comptes rattachés	1 239 653	135 231	1 104 422	1 254 903	Dettes financières et autres emprunts	-	-
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	-	-	-	-			
Avances et acptes versés sur commande	22 671	-	22 671	-	TOTAL DETTES FINANCIERES	-	-
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositif d'intervention)	-	-	-	-	DETTES NON FINANCIERES		
					Dettes fournisseurs et cptes rattachés	715 808	779 645
Créances sur les autres débiteurs	23 604	-	23 604	49 639	Dettes fiscales et sociales	2 523 594	2 181 815
Charges constatés d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	65 125	-	65 125	93 909	Avances et acomptes reçus	3 829 691	2 877 998
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESOR)	2 973 334	135 231	2 838 103	2 725 786	Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)	160 740	98 280
					Autres dettes non financières	249 087	54 958
					Produits constatés d'avance	387 403	296 475
TRESORERIE					TOTAL DETTES NON FINANCIERES	7 866 323	6 289 170
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	TRESORERIE		
Disponibilités	16 662 699	-	16 662 699	14 808 610	Autres éléments de trésorerie passive	867	-
Autres	-	-	-	-			
TOTAL TRESORERIE	16 662 699	-	16 662 699	14 808 610	TOTAL TRESORERIE	867	-
Comptes de régularisation	-	-	-	-	Comptes de régularisation	-	-
Ecart de conversion Actif	-	-	-	-	Ecart de conversion Passif	-	-
TOTAL GENERAL	94 019 415	29 073 823	64 945 592	63 463 496	TOTAL GENERAL	64 945 592	63 463 496

Source : Instruction comptable commune - BOFIP - GCP - 17 - 0021 du 29/12/2017

3.5 Le compte de résultat

Compte de résultat 2019 - version agrégée

Source : Instruction comptable commune - BOFIP - GCP - 17 - 0021 du 17/12/2019

	31/12/2020	31/12/2019	Variation en % 2019/2020	Variation en euros 2019/2020
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats	7 504	9 589	-22%	- 2 085
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation de stocks	5 846 045	6 782 676	-14%	- 936 631
		-		
Charges de personnel		-		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	28 904 135	27 537 706	5%	1 366 429
Charges sociales	19 356 200	18 778 908	3%	577 292
	-	-		
Intéressement et participation	-	-		
Autres charges de personnel	145 918	154 110	-5%	- 8 193
		-		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	2 405 360	1 861 672	29%	543 687
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	3 376 839	3 084 718	9%	292 121
		-		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	60 042 000	58 209 380	3%	1 832 620
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositif d'intervention pour compte propre				
Transfert aux ménages	294 751	289 961	2%	4 790
Transfert aux entreprises	-	-		
Transfert aux collectivités territoriales	-	-		
Transfert aux autres collectivités	-	-		
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme				
Dotations aux provisions et dépréciations				
TOTAL CHARGES INTERVENTION	294 751	289 961	2%	4 790
Engagements réalisés sur fonds dédiés (Fondations)				
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	60 336 752	58 499 341	3%	1 837 410
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêt				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Pertes de change	116	245	-53%	- 129
Autres charges financières	2 974	2 177	37%	797
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	-	220 000	100%	
TOTAL CHARGES FINANCIERES	3 090	222 422	-99%	- 219 332
Impôt sur les sociétés				
TOTAL DES CHARGES	60 339 841	58 721 763	3%	1 618 078

PRODUITS - En euros	31/12/2020	31/12/2019	Variation en % 2019/2020	Variation en euros 2019/2020
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	54 642 110	53 743 237	2%	898 873
Subventions pour charges de service public	51 261 165	50 063 356	2%	1 197 809
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	2 962 279	2 954 004	0%	8 275
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	-	-		
Dons et legs	396	-		396
Produits de la fiscalité affectée	418 271	725 877	-42%	307 607
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activités)	5 200 712	4 930 395	5%	270 316
Vente de biens ou prestations de services	5 004 759	4 770 762	5%	233 997
Produits de cession d'éléments d'actif	-	50 129		
Autres produits de gestion	195 953	109 504	79%	86 448
Production stockée et immobilisée	-	-		
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	-	-		
Autres produits	2 053 345	2 217 936	-7%	164 591
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	41 015	159 246	-74%	118 231
Reprises du financement rattaché à un actif	2 012 330	2 058 689	-2%	46 360
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	-	-		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	61 896 166	60 891 568	2%	1 004 598
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts	-	-		
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	-	-		
Intérêts sur créances non immobilisées	-	-		
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	-	-		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-		
Gain de change	534	297	80%	237
Autres produits financiers	-	-	0%	-
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	-	220 000		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	534	220 297	-100%	219 763
TOTAL DES PRODUITS	61 896 701	61 111 865	1%	784 836
BENEFICE OU PERTE	1 556 859	2 390 102	-35%	833 243

3.6 Les soldes intermédiaires de gestion

Avignon Université				
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	2020	2019	Variation % 2020/2019	2018
+ Ventes et prestations de services (C.A.)	5 004 759	4 770 762	4,90%	3 653 254
<u>dont :</u>				
. droits	774 149	760 077	1,85%	787 493
. prestations de recherche	874 595	769 966	13,59%	445 637
. prestations et travaux informatiques				0
. formation continue	1 571 755	1 741 942	-9,77%	1 683 508
. autres prestations de service	83 650	72 446	15,47%	443 494
. produit des activités annexes	366 455	408 185	-10,22%	293 122
+ Production stockée				
+ Production immobilisée				
- Achats	1 639 442	1 736 835	-5,61%	1 801 668
<u>dont :</u>				
. fournitures non stockables de fluides, eau, énergie	588 477	741 272	-20,61%	823 974
. fournitures et mat. enseign. et recherche non immob.	455 198	463 861	-1,87%	413 794
- Services extérieurs	1 499 413	1 894 575	-20,86%	1 855 011
<u>dont :</u>				
. travaux d'entretien et de réparations	705 729	958 569	-26,38%	894 575
- Autres services extérieurs (sauf personnel extérieur)	2 557 679	2 961 212	-13,63%	2 817 673
<u>dont :</u>				
. contrats de nettoyage	423 012	473 361	-10,64%	504 301
= VALEUR AJOUTEE	-691 776	-1 821 861	-62,03%	-2 821 099
Valeur ajoutée	-691 776	-1 821 861	-62,03%	-2 821 099
+ Subventions d'exploitation Etat	52 411 891	50 894 101	2,98%	49 966 607
<u>dont :</u>				
. Ministère de tutelle - SCSP	51 180 612	50 063 356	2,23%	49 549 004
. Ministère de tutelle - Recherche	137 116	20 500		
+ Subventions d'exploitation Collectivités Publiques et Organismes Internationaux	1 169 843	1 303 736	-10,27%	1 193 572
<u>dont :</u>				
. subventions Collectivités Publiques (Rég., Dépt, autres)	610 254	692 444	-11,87%	617 850
. ASP (Agence de Services et de Paiement)	0	0		1 607
. subventions Union Européenne et Organismes Internat.	443 799	539 208	-17,69%	608 476
+ Dons / legs et autres subventions d'exploitation	642 105	1 022 528	-37,20%	761 035
<u>dont :</u>				
. taxe d'apprentissage	118 950	203 005	-41,41%	190 493
- Charges de personnel (y c. le personnel extérieur)	48 563 267	46 670 367	4,06%	45 470 445
<u>dont :</u>				
. personnel extérieur	157 014	199 642	-21,35%	96 045
- Impôts, taxes et versements assimilés s/ rémunérations	612 974	598 887	2,35%	555 132
- Autres impôts, taxes et versements assimilés	14 344	15 775	-9,07%	35 506
= EXCEDENT (ou I.) BRUT(e) D'EXPLOITATION	4 341 479	4 113 475	5,54%	2 915 910

Avignon Université				
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	2020	2019	Variation % 2020/2019	2018
Excédent (ou insuffisance) brut(e) d'exploitation	4 341 479	4 113 475	5,54%	3 039 032
+ Reprises sur amortissements et provisions	2 053 345	2 203 134	-6,80%	2 175 949
+ Transfert de charges d'exploitation	0	14 802		0
+ Autres produits	614 223	632 506	-2,89%	100 568
- Autres charges	2 072 793	1 536 972	34,86%	831 072
- Dotations aux amortissements et provisions	3 376 839	3 084 718	9,47%	3 032 487
+ Quote-part des apports virée au compte de résultat	0	50 000	-100,00%	150 000
+ Produits issus de la neutralisation des Amortissements	0	0		0
+ Quote-part des subv. d'inv. virée au résultat de l'ex.	0	0		0
= RESULTAT D'EXPLOITATION	1 559 416	2 392 227	-34,81%	1 601 989
Résultat d'exploitation	1 559 416	2 392 227	-34,81%	1 601 989
+ Produits financiers	534	220 297	-99,76%	52 500
dont :				
. reprises sur provisions	0	220 000		0
. transferts de charges financières				0
- Charges financières	3 090	222 422	-98,61%	2 545
dont :				
. dotations aux amortissements et aux provisions	0	220 000		0
= RESULTAT COURANT	1 556 860	2 390 102	-34,86%	1 651 945
Résultat courant	1 556 860	2 390 102	-34,86%	1 651 945
+ Résultat exceptionnel				0
= RESULTAT NET COMPTABLE (bénéfice ou perte)	1 556 860	2 390 102	-34,86%	1 651 945
- Impôt sur les bénéfices et impôts assimilés		0		
= RESULTAT NET après impôts (bénéfice ou perte)	1 556 860	2 390 102	-34,86%	1 651 945

En comptabilité, la **valeur ajoutée (VA)** est une notion qui s'efforce de mesurer la valeur économique ajoutée par l'activité d'une entreprise. Dans le cadre des activités d'un EPSCP, ce ratio n'a de sens qu'après correction des subventions. Il permet de mesurer la « richesse » créée par l'EPSCP à partir de ses ressources (toutes les ressources moins toutes les dépenses de fonctionnement hors paye).

Pour 2020, on note une nette amélioration de celle-ci avec une augmentation de quasiment 5% des ventes et prestations de service, mais surtout une baisse de 16,45% dans le recours aux services extérieurs (moins de recours à la sous-traitance, moins de frais de colloque, moins de frais de missions). Des dépenses directement impactées par la crise sanitaire.

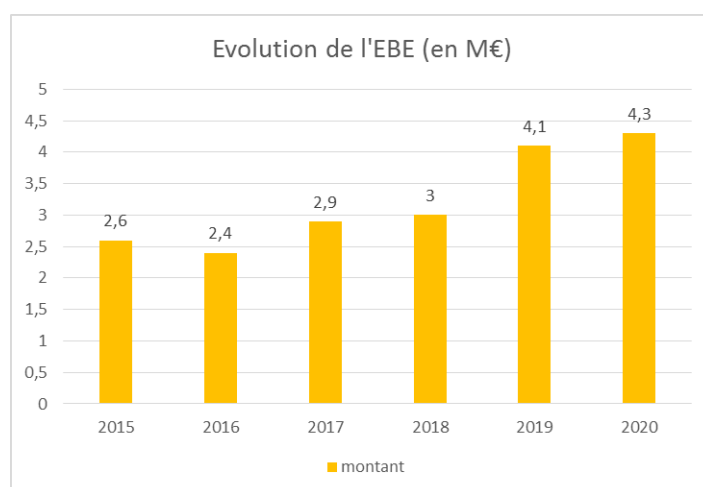
L'excédent brut d'exploitation (EBE) : c'est ce qui reste de la « richesse » citée plus haut quand on a payé les rémunérations. L'EBE se décompose comme suit :

- **les produits** : La quasi-totalité des produits est issue de subventions versées par l'État, les collectivités publiques et les organismes internationaux. La Subvention pour Charges de Service Public versée trimestriellement par l'État (**51,18 M€**) représente à elle seule **94 %** du total des subventions. À cela, il convient d'ajouter le produit de la taxe d'apprentissage (**119 k€**).
- **les charges d'exploitation** sont composées principalement des dépenses de personnel (**48,40 M€**).

Cet indicateur permet de déterminer la rentabilité de son exploitation courante. Un déficit peut constituer une alerte.

En 2020, le montant de l'EBE s'élève à **4,3 M€**, soit une hausse de **5,54 %** par rapport à 2019.

Si on analyse les postes de calcul de l'EBE on constate que par rapport à 2019 le montant des subventions augmente de **1,9 %** alors que les charges de personnel et assimilées augmentent de **4,03%**. L'augmentation de la production (vente et prestations de services) et de la valeur ajoutée a mécaniquement neutralisé une baisse de l'EBE.



Le résultat d'exploitation traduit la performance économique de l'établissement indépendamment de sa politique de financement. Il correspond au résultat de l'activité normale et courante. Les mouvements significatifs sont liés au calcul de l'amortissement (**3 376 k€**) et les autres charges (**2 072 k€**) en dépenses et de la reprise sur amortissement (**2 253 k€**) en produits.

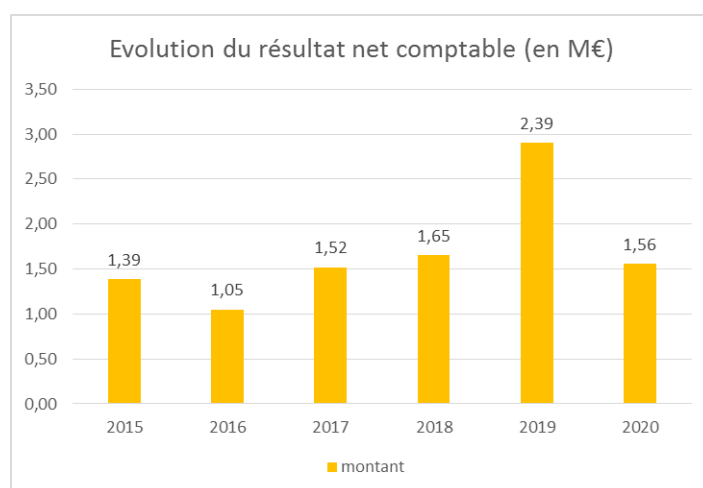
Le résultat courant correspond au résultat d'exploitation corrigé des produits et charges financiers. En 2020, ces derniers n'ont été constitués que de diverses opérations liées aux frais de commissionnement concernant les paiements par cartes bancaires (**0,03 k€**).

Le résultat net comptable mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice. Il s'obtient par différence entre les produits (comptes de la classe 7) et les charges (comptes de la classe 6) du compte de résultat.

En diminution de **34,9 %** par rapport à 2019, le résultat net comptable de 2020 fait apparaître un excédent à hauteur de **1,56 M€**.

Cela le ramène dans la moyenne des exercices 2017/2018.

Il se répartit avec un bénéfice pour Avignon Université de **1 620 693 €** et un déficit pour sa fondation de **63 834 €**.



4 L'analyse en mode GBCP

4.1 Les emplois

Catégories d'emplois	Nature des emplois	Emplois sous plafond Etat				Emplois financés hors SCSP				Global					
		En ETPT				En ETPT									
			Exécuté 2019	Budget initial 2020	Budget définitif 2020	Exécuté 2020	Exécuté 2019	Budget initial 2020	Budget définitif 2020	Exécuté 2020	Exécuté 2019	Budget initial 2020	Budget définitif 2020	Exécuté 2020	
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	261,9	267,0	267,0	265,9					261,9	267,0		267,0	265,9
		CDI	2,0	2,0	2,0	0,8				1,7	2,0	2,0		2,0	2,5
	Non permanents	CDD	45,4	58,0	58,0	54,3	50,3	40,0	40,0	42,5	95,7	98,0		98,0	96,7
		Stotal EC		309,3	327,0	327,0	321,0	50,3	40,0	40,0	44,1	359,6	367,0		367,0
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS												-		-	-
BIATSS	Permanents	Titulaires	223,4	233,0	233,0	224,8					223,4	233,0		233,0	224,8
		CDI	18,0	20,0	20,0	16,4	-	-	-	4,6	18,0	20,0		20,0	21,1
	Non permanents	CDD	5,0	5,0	5,0	11,8	59,6	80,0	80,0	60,8	64,6	85,0		85,0	72,5
		Stotal BIATSS		246,4	258,0	258,0	253,0	59,6	80,0	80,0	65,4	306,0	338,0		338,0
Totaux			555,7	585,0	585,0	574,0	109,9	120,0	120,0	109,5	665,6	705,0		705,0	683,5
Rappel du plafond des emplois fixés par l'Etat			639,0	639,0	639,0	639,0									

Le nombre d'emplois en ETPT s'est élevé en 2020 à **684** contre **666** en 2019 (+ **18 ETPT**), soit une augmentation de **2,7 %**. Il se situe largement sous le plafond de **705** voté par le conseil d'administration.

Les effectifs d'enseignants et d'enseignants-chercheurs sont en hausse (+ **6 ETPT**), de même, de manière plus significative, que ceux des personnels BIATSS (+ **12 ETPT**).

Globalement, le nombre de titulaires augmente (+ **6 ETPT**) moins rapidement que celui des agents contractuels (+ **12 ETPT**).

Le nombre des emplois sous plafond Etat croît significativement (+ **18 ETPT**) alors que les emplois sous plafond ressources propres connaissent une parfaite stabilité.

4.2 Le cadre budgétaire : les autorisations budgétaires

L'établissement a consommé en 2020 **59,83 M€** d'autorisations d'engagement (AE), ce qui signifie qu'il a juridiquement engagé cette somme, notamment par la signature de marchés publics, de baux ou de bons de commande, pouvant, dans certains cas, s'exécuter au-delà de l'exercice 2020. Ce montant est supérieur de **2,71 M€ (+ 4,7 %)** à celui de 2019, cette différence masquant des écarts très différents d'une enveloppe à l'autre (+ **1,42 M€**, soit + **3,0 %** pour les dépenses de personnel, + **0,98 M€**, soit - **12,3 %** pour les dépenses de fonctionnement, + **2,27 M€** pour les dépenses d'investissement, soit + **119,7 %**). **48,68 M€** d'engagements correspondent à des dépenses de personnel, soit plus de **81 %** des autorisations d'engagement.

Les crédits de paiement (CP) correspondent quant à eux aux montants décaissés par l'agent comptable pour faire face aux engagements juridiques pris par l'établissement au cours de l'exercice ou des exercices précédents et ayant donné lieu à exécution en 2020. Ils s'élèvent à **58,04 M€**, soit **1,87 M€** de plus qu'en 2019, cette augmentation se répartissant entre personnel (+ **1,42 M€**), fonctionnement (- **0,62 M€**) et investissement (+ **1,08 M€**).

L'écart entre les autorisations d'engagement (**58,84 M€**) et les crédits de paiement (**58,04 M€**) consommés s'élève à **0,80 M€**.

Pour ce qui concerne plus précisément l'enveloppe « investissement », les crédits de paiement dépensés s'élèvent à **2,63 M€**. Ce montant correspond aux factures d'équipements et de travaux réglés au cours de l'exercice.

Les recettes (encaissements) ont globalement diminué de **0,22 M€**. Alors que la part de l'Etat augmente sensiblement (+ **1,26 M€** dont + **1,12 M€** au titre de la seule SCSP), celles des autres financeurs, publics comme privés, diminuent (- **1,48 M€**). Cette baisse résulte notamment de l'absence en 2020 de versements reçus au titre du CPER (attendus en 2021) [**0,72 M€** reçus en 2019]

pour le laboratoire de mathématiques] et affecte également l'activité d'innovation et de recherche (- 0,44 M€), la CVEC (plus d'une année de versements reçue en 2019) [-0,10 M€], l'opération Ville Campus (-0,17 M€), ainsi que la taxe d'apprentissage (- 0,08 M€).

Le solde budgétaire, calculé par différence entre les encaissements (recettes) et les décaissements (dépenses) réalisés en exécution du budget de l'exercice, est donc logiquement en baisse mais reste largement excédentaire. Il s'élève à **1,30 M€**.

Le taux d'exécution des AE

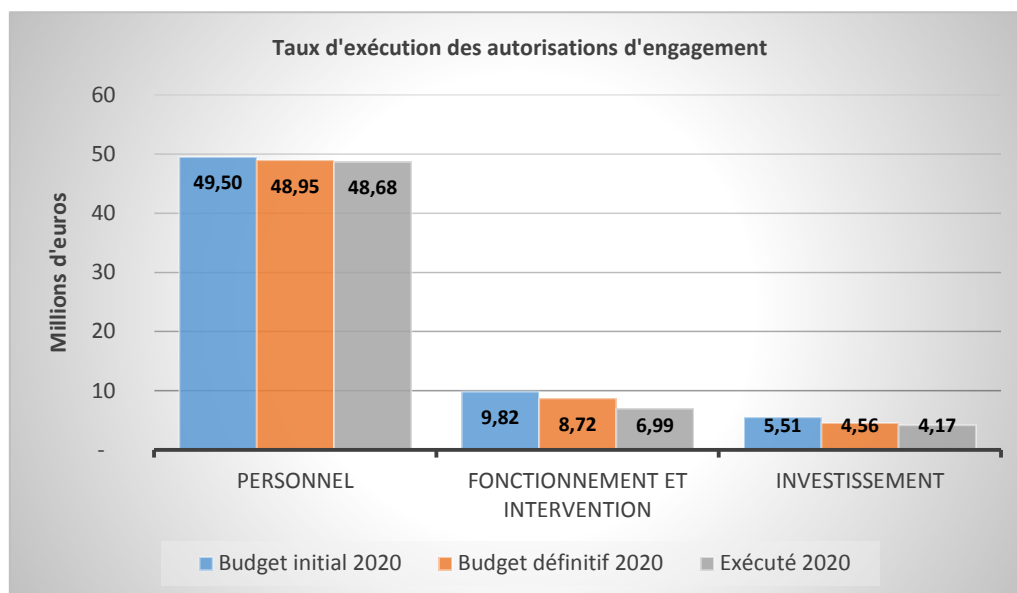


Figure 14

Le taux d'exécution des AE s'élève à **92,3 %** du budget initial et **96,2 %** du budget définitif, ce qui démontre la qualité des prévisions budgétaires.

Le taux d'exécution des CP

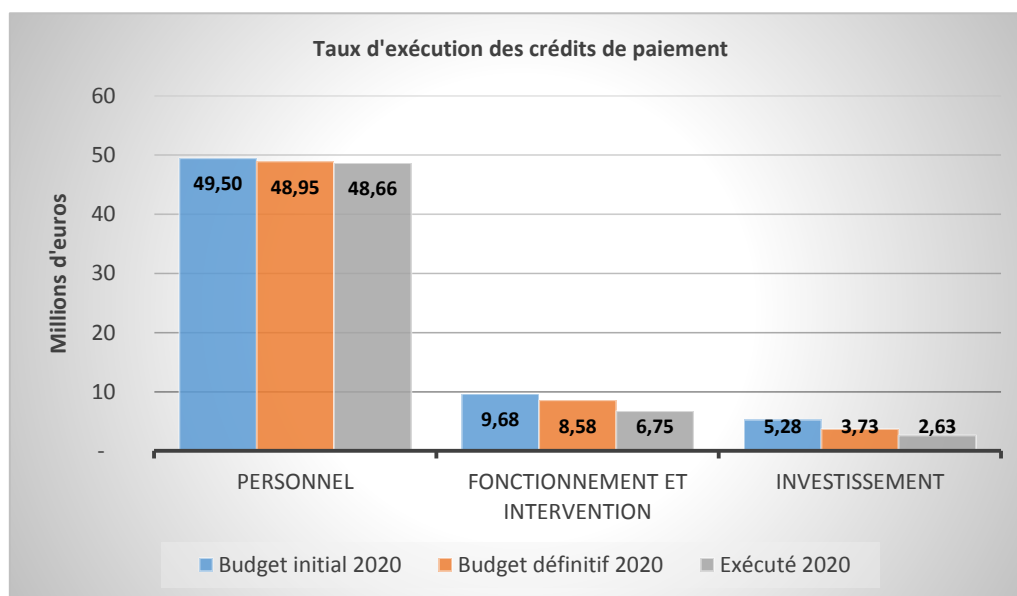


Figure 15

Le taux d'exécution des CP s'élève à **90,1 %** du budget initial et **94,8 %** du budget définitif.

Le taux d'exécution des recettes

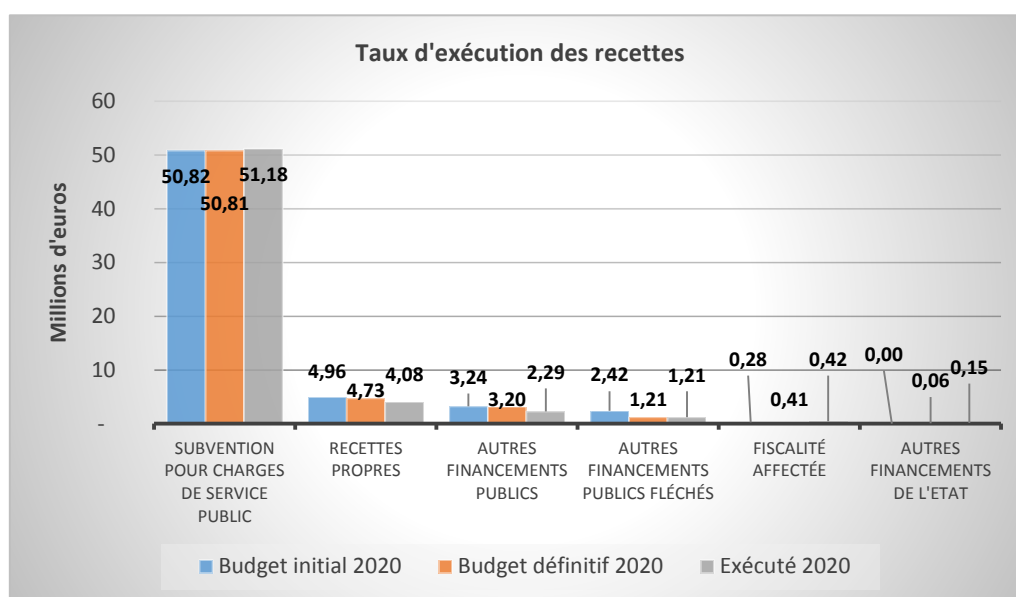


Figure 16

Le taux d'exécution des recettes s'élève à **96,1 %** du budget initial et **98,2 %** du budget définitif.

4.3 Les dépenses par destination et les recettes par origine (LOLF)

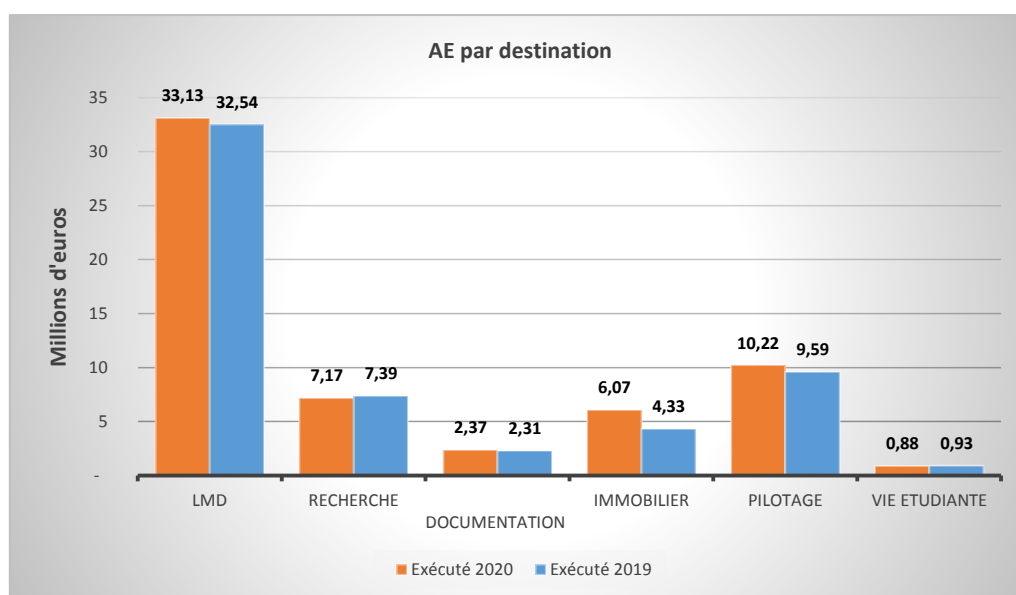


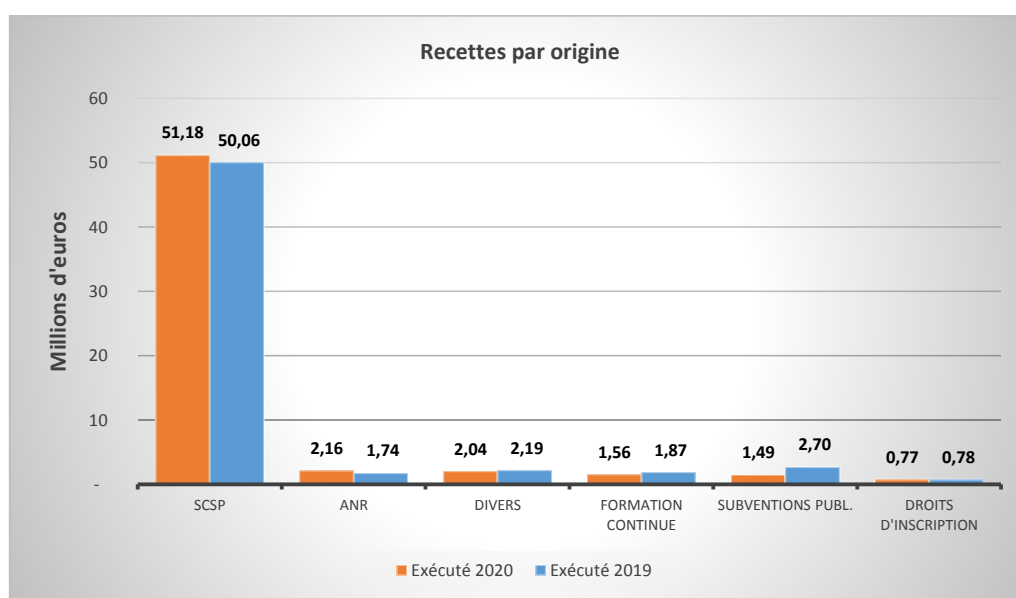
Figure 17

Même s'il convient d'analyser ces données avec prudence, dans la mesure où il appartient aux gestionnaires d'imputer toute dépense à une destination et que ceux-ci ne disposent pas d'outils leur permettant de réaliser cette opération avec précision (gestionnaires RH pour la paye, gestionnaires Sifac pour les achats), la lecture de la figure 17 ci-dessus semble indiquer que :

- l'établissement consacre plus de 50 % de son budget à la formation, poste en augmentation en 2020 ;

- les dépenses de recherche ne représentent que 12% des coûts directs, en baisse en 2020 ;
- le pilotage représente 17 % des dépenses, en hausse en 2020 ;
- les autres destinations représentent, ensemble, 16 % des dépenses et sont, grâce aux dépenses immobilières, également en augmentation.

Seul un système de comptabilité analytique performant sera en mesure de déterminer avec précision le coût des activités de l'établissement, après qu'on aura déversé sur les objets de coût principaux (formation et recherche) l'ensemble des dépenses réalisées par les services support et soutien. Des travaux ont été entrepris dans ce sens lors des deux dernières années et produisent d'ores et déjà des résultats qui feront prochainement l'objet d'une restitution. On pourra constater, alors, notamment, que le poids de la recherche dans les dépenses de l'université est bien supérieur, en coût total, à ce qu'indiquent les données budgétaires brutes affichées ci-dessus.



Ce graphique confirme la part prépondérante et croissante prise par la SCSP dans les encaissements de l'année, celle-ci représentant **86,2 %** du total encaissé en 2020, contre **84,1 %** en 2019.

4.4 Le tableau d'équilibre financier

Prenant pour point de départ le solde budgétaire, et après y avoir ajouté les opérations non budgétaires tant en décaissements qu'en encaissements, ce tableau aboutit à la variation de trésorerie de l'exercice.

On remarquera en premier lieu que si le solde budgétaire de l'université dans son ensemble est excédentaire de **1,30 M€**, celui de la seule fondation universitaire présente un déficit de **0,05 M€**, ce qui signifie que ses dépenses ont été supérieures à ses recettes de ce montant. La fondation, en effet, comme le permet la réglementation, a mobilisé son fonds de roulement, abondé au fil des ans de la part consommable de sa dotation pour faire face à ses charges, constituées majoritairement en 2020 de masse salariale (contrats doctoraux signés avec les lauréats des bourses Pierre Bergé et Jean-Henri Fabre).

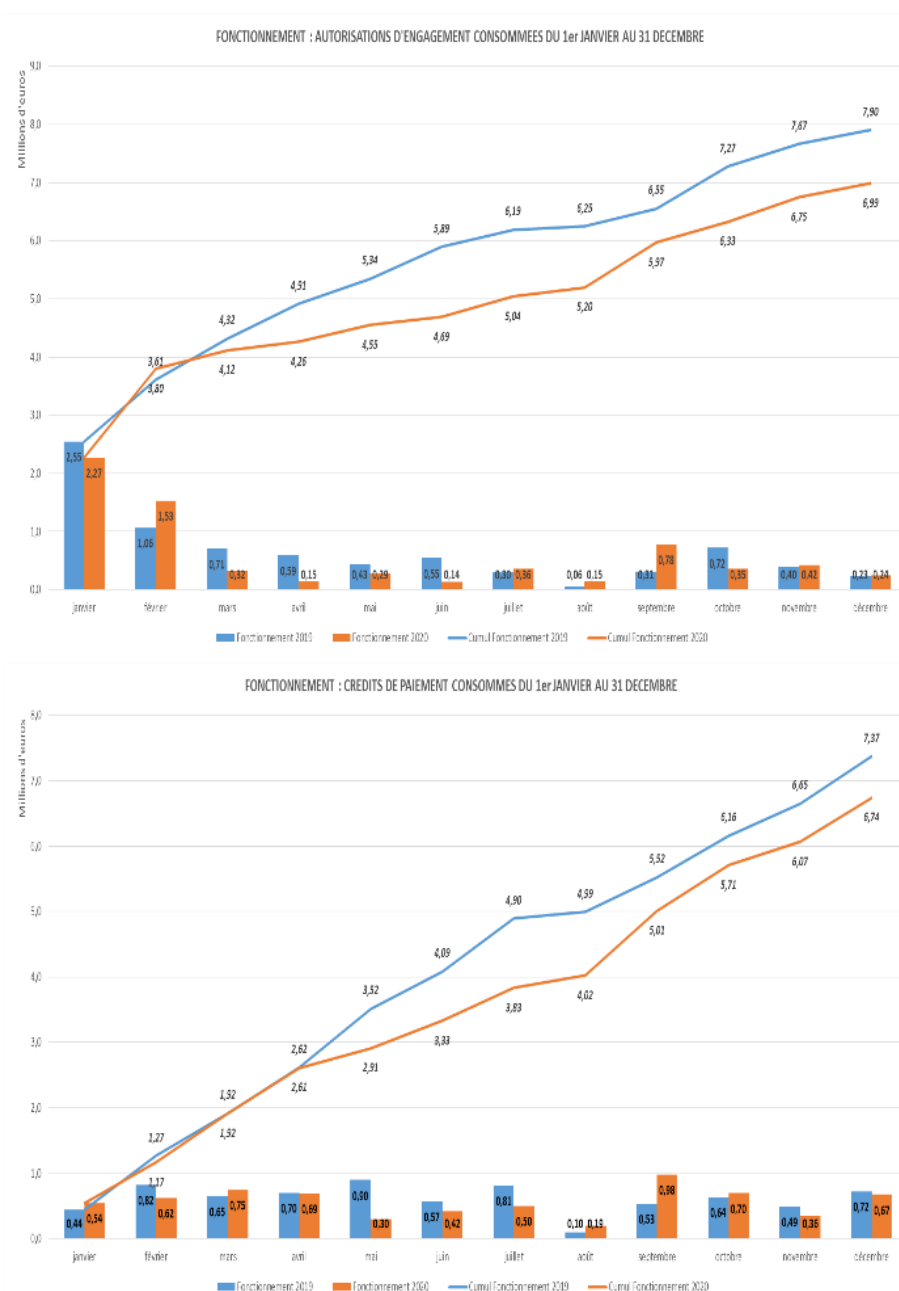
Le solde des opérations non budgétaires ayant eu un impact sur la trésorerie de l'établissement représente **- 0,56 M€**. Il s'agit à la fois d'opérations réalisées pour le compte de tiers et d'opérations

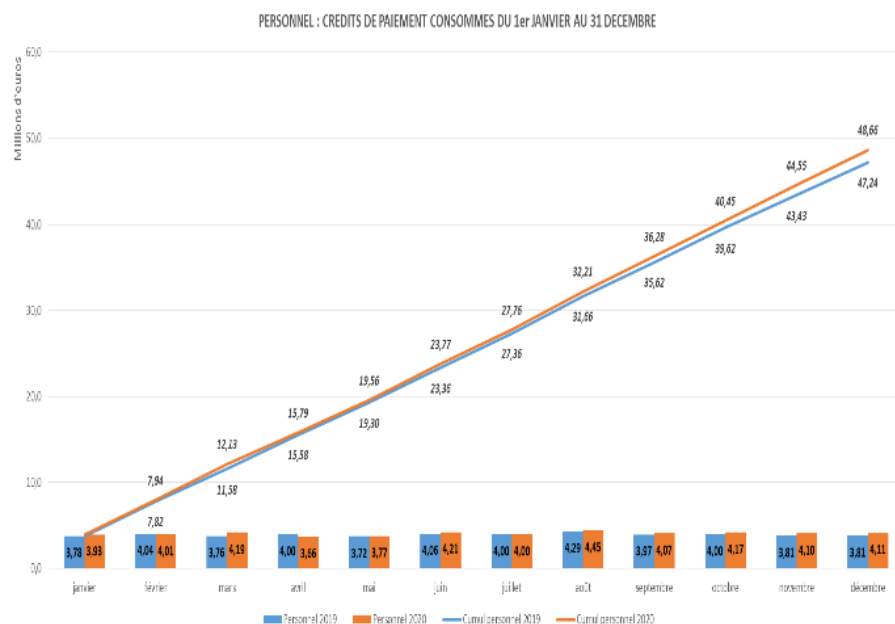
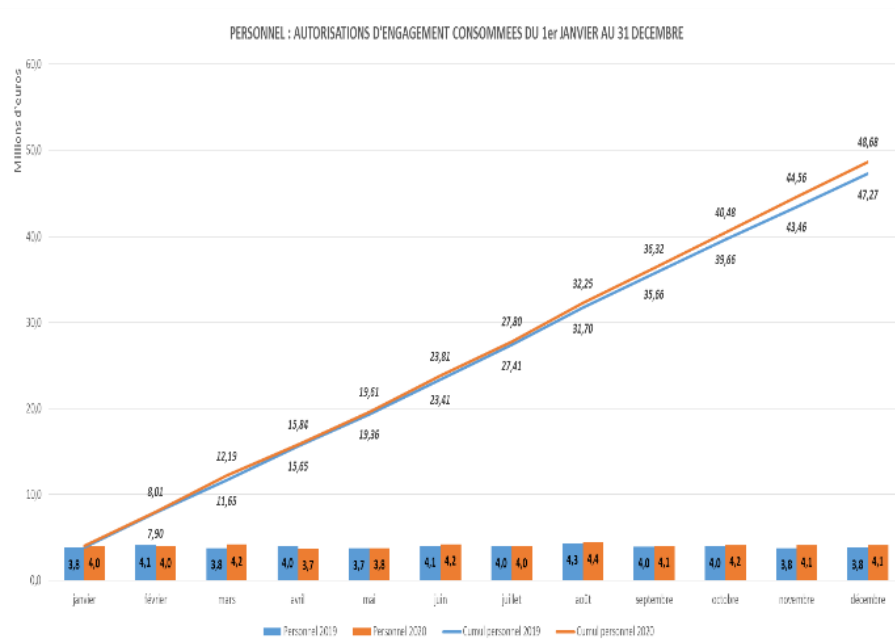
n'ayant pu, au 31 décembre de l'année en cours, être rattachées à une dépense ou à une recette budgétaire, soit, pour l'essentiel :

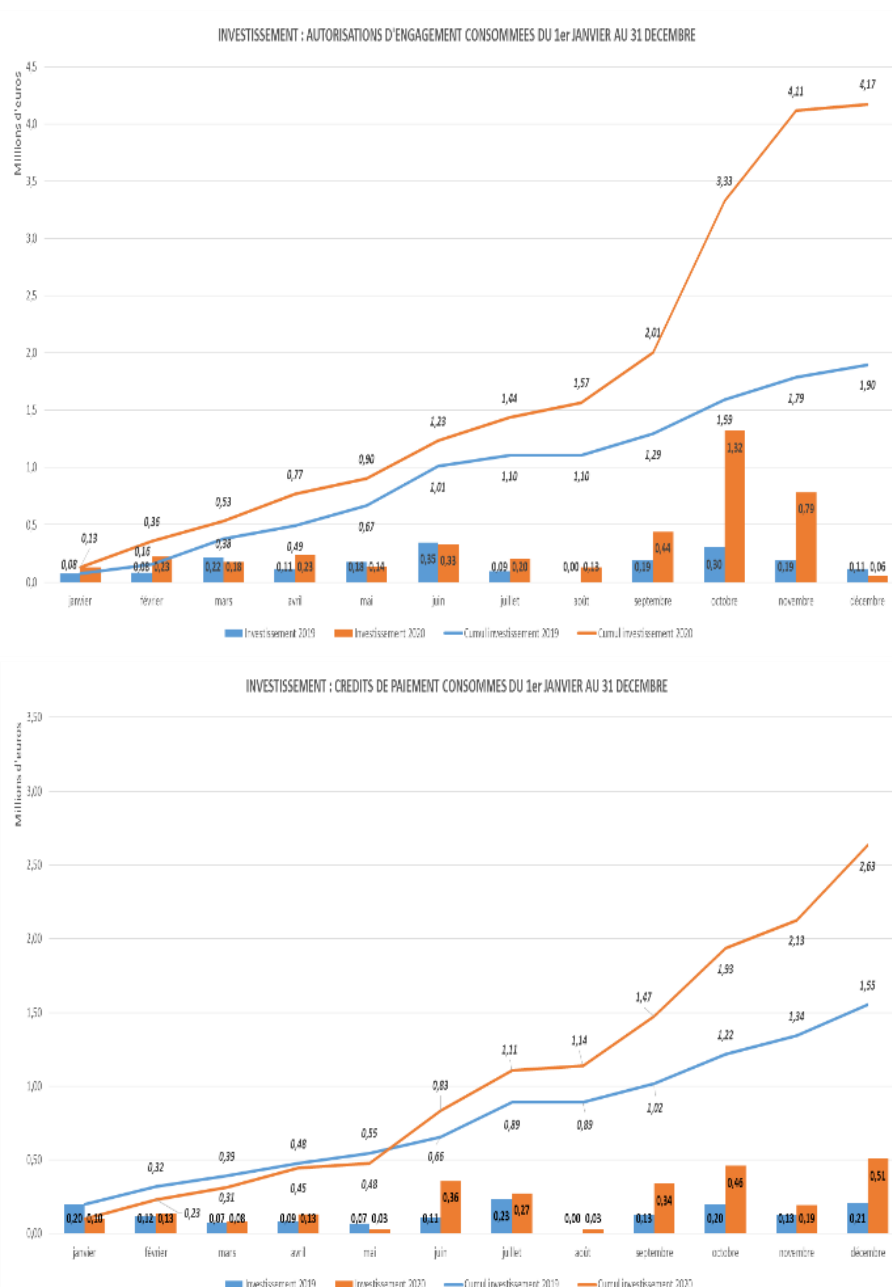
- des encaissements et décaissements de TVA ;
- des aides à la mobilité étudiante en provenance du MESRI ;
- des aides régionales au rapatriement des étudiants contraints de rentrer de l'étranger du fait de la crise sanitaire ;
- des encaissements sur comptes d'attente non dénoués au 31/12/2020 ;
- des décaissements n'ayant pu être rattachés à une dépense budgétaire avant le 31/12/2020.

Au final, comme indiqué supra, la trésorerie enregistre une hausse significative de **1,85 M€**.

5 Les effets de la crise sanitaire







Enveloppe fonctionnement :

La consommation des autorisations d'engagement (AE) a connu un net fléchissement durant le premier confinement (- 390 k€ en mars, - 440 k€ en avril). Alors que mai semblait indiquer un retour à la 'normale', juin connaissait à nouveau une nette baisse. Ensuite, alors qu'une partie du retard avait été comblée, les mois de juillet et de septembre enregistrant une hausse sensible par rapport à 2019, octobre accusait à nouveau une baisse importante que les très légères hausses de novembre et décembre ne compensent pas. Au total, l'écart est de - 0,91 M€ par rapport à 2019.

Les crédits de paiement (CP) consommés, en revanche, ne commencent à accuser une baisse significative qu'à partir de mai (- 600 k€), laquelle se poursuit, dans une moindre mesure, en juin et juillet. Ce décalage avec l'évolution de la consommation d'AE était attendu, dans la mesure où les CP décaissés en mars et avril correspondaient majoritairement à des achats effectués avant le

confinement. Les mois suivants, jusqu'à octobre, enregistrent une hausse sensible, les consommations d'AE d'après confinement ayant donné lieu à décaissement. Novembre et décembre enregistrent à nouveau une légère baisse. Au total, l'écart est de - 630 k€ par rapport à 2019.

Enveloppe investissement :

Les AE consommées sont supérieures de 2,27 M€ en 2020 au niveau atteint en 2019. Trois explications principales à cette 'bonne tenue' des investissements malgré le confinement :

- le faible niveau des investissements atteint en 2019 ;
- l'achat de 300 PC portables en avril 2020 (230 k€), puis à nouveau de 100 autres en novembre (81 k€) ;
- la reprise de l'exécution du PPI et, plus particulièrement, l'attribution en octobre des marchés de construction du LaPEC.

La consommation de crédits de paiement dépasse le niveau de 2019 à partir de juin, le paiement des PC portables commandés en avril étant intervenu au cours de ce mois. L'écart en faveur de 2020 continue de se creuser jusqu'à la fin de l'année (+ 1,08 M€), une partie des AE consommées donnant lieu à décaissement.

Enveloppe personnel :

Autant en AE qu'en CP, les courbes d'évolution des dépenses de personnel sur la période considérée se superposent presque parfaitement (+ 1,4 M€). Cela signifie que l'augmentation de la masse salariale prévue en 2020 (+ 1,74 M€), liée principalement à la hausse de la consommation d'emplois, ne s'est que partiellement réalisée. Cela est dû principalement à la baisse des heures complémentaires liquidées et aux retards pris dans les recrutements prévus au titre des projets NCU et EUR. La marge ainsi dégagée (1,10 M€ fin novembre) a été très partiellement comblée en décembre par la liquidation d'heures complémentaires et de vacances réalisées avant (ou parfois pendant) le confinement pour être ramenée, finalement, à 0,84 M€.

Glossaire

Achats : au sens large, les achats comprennent, outre les marchandises, matières premières , matières consommables et emballages, les fournitures consommables stockées (combustibles, produits d'entretien, fournitures d'atelier et d'usine, fournitures de magasin et de bureau), les matières et fournitures non stockées (eau, énergie, essence, fournitures d'entretien, de petit équipement, fournitures administratives...), les études, prestations de service, équipements et travaux incorporés directement aux ouvrages et produits.

Autorisations d'engagement : autorisations représentant la limite supérieure des dépenses pouvant être effectuées durant l'année.

Bilan : le bilan comptable est un document rendant compte de la situation patrimoniale d'une entreprise (ou d'un établissement) à un instant précis. Le bilan est divisé en deux parties équilibrées sur le plan comptable. La première partie comprend l'ensemble des emplois d'une entreprise ou d'un établissement (l'actif, c'est à dire tout ce qui a une valeur économique au sein de l'entreprise (ou de l'établissement)). La seconde partie comprend l'ensemble de ses ressources (le passif, c'est-à-dire tous les besoins de l'entreprise (ou de l'établissement) nécessaires au financement de son activité).

Capacité d'autofinancement : la capacité d'autofinancement (CAF) est un terme comptable qui désigne la somme du bénéfice net et de ce qu'on appelle les « charges non décaissées » (dotations aux amortissements et provisions pour risques et charges), déduction faite des produits non encaissés (reprises sur amortissements et provisions). La CAF est utilisée pour investir (ou augmenter le fonds de roulement).

Charges : par définition, en comptabilité, une charge représente un bien ou un service qui est consommé par l'entreprise ou l'établissement au cours de son activité. Il disparaît généralement lors du premier usage c'est-à-dire qu'il n'a plus de substance physique dès lors qu'il est utilisé dans le processus d'exploitation. En pratique, il s'agit des sommes versées en contrepartie :

- de marchandises, de matières premières, de produits ou de fournitures consommables ;
- de prestations de services (sous-traitance, honoraires, travaux, etc.) ;
- d'impôts et de taxes non récupérables ;
- de prêts d'argent ;

Il peut également s'agir de sommes versées sans contrepartie et notamment celles supportées à titre exceptionnel.

Charges à payer : une charge à payer est un passif certain dont il est nécessaire d'estimer le montant ou l'échéance avec une incertitude moindre que s'agissant d'une provision pour risques et charges. C'est donc une catégorie de passif intermédiaire entre les dettes et les provisions.

Charges calculées : certaines charges, dites calculées, ne donnent pas lieu à des sorties de fonds et ne posent donc pas de problèmes de financement. C'est le cas par exemple, de la valeur nette calculée des éléments d'actifs cédés. Ces derniers constituent la valeur résiduelle des immobilisations qui sortent du patrimoine de l'entreprise, avant d'avoir été complètement amorties. Les charges calculées sont, en réalité, constituées essentiellement par les dotations aux amortissements et provisions, qui représentent la part annuelle (pour un exercice) d'une opération d'amortissement ou de provision.

Charges de personnel : voir *dépenses de personnel*

Charges décaissables : une charge décaissable est une charge du compte de résultat (plus particulièrement un compte de la classe 6 « Charges » du compte de résultat) qui occasionne une sortie d'argent.

Charges patronales : elles représentent l'ensemble des cotisations sociales versées par un employeur et calculées sur la base des salaires.

Compte de résultat : le compte de résultat est un document comptable synthétisant l'ensemble des charges et des produits d'une entreprise ou autre organisme, pour une période donnée, appelée exercice comptable.

Compte financier : le compte financier de l'établissement, préparé pour l'exercice écoulé, par l'agent comptable en fonction, est un document commun à l'ordonnateur et au comptable. Il rend compte des résultats de l'exercice et aboutit au bilan.

CPER : un contrat de plan État-région (CPER) est un document par lequel l'État et une région s'engagent sur la programmation et le financement pluriannuels de projets importants d'aménagement du territoire tels que la création d'infrastructures ou le soutien à des filières d'avenir.

Crédits de paiement : les crédits de paiement (CP) représentent "la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement".

CSG : la contribution sociale généralisée (CSG) est un prélèvement obligatoire — dit proportionnel — créé en 1991, qui participe au financement de la sécurité sociale, et, depuis 2019, de l'assurance chômage, à la place des cotisations prélevées sur les salaires. Afin de compenser les effets, pour les agents publics, de la hausse de 1,7 point de la CSG au 1er janvier 2019, le gouvernement a décidé la suppression de la contribution exceptionnelle de solidarité (CES) de 1 % et la création d'une indemnité compensatrice.

Dépenses de personnel : le périmètre de l'enveloppe de personnel recouvre les "dépenses de rémunération principale et accessoire d'activité des personnels employés directement par l'organisme et rémunérés par lui quel que soit leur statut, les cotisations et contributions sociales, les prestations sociales et allocations diverses ainsi que, le cas échéant, les dépenses liées à l'intéressement ou à la participation des personnels et les impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations de l'organisme".

Ce périmètre budgétaire se distingue de celui des **charges de personnel** qui, outre le fait qu'elle se fonde sur des droits constatés, écarte de ce périmètre les charges relevant des comptes 631 et 633 relatifs aux impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations.

Dotation aux amortissements : la dotation aux amortissements est un terme comptable qui désigne la prise en compte sur le plan comptable de la détérioration au fil du temps de la plupart des immobilisations.

Droits constatés : la méthode des droits constatés comptabilise une transaction lorsqu'intervient l'activité (ou la décision) qui va générer les recettes ou les dépenses, et ne tient pas compte du moment auquel interviennent décaissements ou encaissements.

Fonds de roulement : le fonds de roulement correspond à l'ensemble des ressources mises à la disposition de l'organisme pour une durée assez longue par ses financeurs ou créées grâce à l'exploitation de son activité et qui sont destinées à financer les investissements en biens durables.

GBCP : le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (dit « décret GBCP ») prévoit la mise en place d'une comptabilité budgétaire, distincte de la comptabilité générale, pour les personnes morales de droit public relevant de la catégorie des administrations publiques.

GVT : Le glissement vieillissement technicité (GVT) est un phénomène qui contribue aux variations de masse salariale de la fonction publique. Il permet de mieux comprendre l'augmentation du salaire moyen des fonctionnaires français.

Même si le nombre de fonctionnaires stagne, et que la grande majorité ne reçoit pas d'augmentation générale, la masse salariale de la fonction publique augmente parfois du seul fait qu'un plus grand nombre de fonctionnaires est mieux payé, parce qu'ils occupent des emplois plus qualifiés qu'avant, ou bien parce qu'ils ont une ancienneté moyenne plus importante, pour des raisons démographiques, leur salaire augmentant avec l'âge.

LaPEC : le laboratoire de pharm-écologie cardiovasculaire d'Avignon s'intéresse particulièrement aux dysfonctions cardiaques et vasculaires liées aux pathologies cardiométaboliques et leurs préventions et réhabilitation par l'activité physique et/ou la nutrition avec une attention particulière portée sur le stress oxydant.

Loi ORE : la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants, promulguée le 8 mars 2019, modifie les conditions d'accès à l'Université en permettant une sélection sur dossier pour les filières saturées qui procédaient à un tirage au sort depuis plusieurs années. Elle est concrétisée par l'adoption d'une nouvelle plateforme des gestions des vœux et candidatures, Parcoursup.

La loi complète également les frais d'inscription à l'université par « une contribution destinée à favoriser l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants et à conforter les actions de prévention et d'éducation à la santé réalisées à leur intention (contribution vie étudiante et de campus [CVEC]) ».

MESRI : ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Part consommable : patrimoine qui peut être, pour tout ou partie, consommé par la **fondation** pour l'accomplissement de son objet, sur une période statutairement définie.

Prestations internes : on appelle "prestation interne" toute opération conduisant à un échange de biens ou de services entre deux services opérationnels de deux centres de responsabilité budgétaire (CRB) différents ou d'un même CRB ou entre deux CRB.

Produits : en comptabilité, les produits sont les opérations créant une augmentation du résultat et donc une augmentation du patrimoine. Ils sont portés dans le compte de résultat au même titre que les charges (représentant pour leur part les diminutions de résultat).

Produits encaissables : un produit encaissable est un produit du compte de résultat (c'est-à-dire un compte relevant de la classe « comptes de produits » du plan comptable général) qui génère une entrée d'argent.

Programme pluriannuel d'investissement (PPI) : un PPI est un outil de programmation des investissements présentant les projets d'aménagement et de développement, de rénovation et de réhabilitation des équipements qui se déploieront sur les années à venir.

Rémunérations accessoires : la rémunération accessoire ou régime indemnitaire est un complément du traitement, distinct des autres éléments de rémunération. Il a connu une évolution récente avec l'introduction du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Rémunérations principales : la rémunération principale comprend le traitement, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement ainsi que les indemnités instituées par un texte législatif ou réglementaire. S'y ajoutent les prestations familiales obligatoires.

Ressources propres : les ressources propres de l'établissement correspondent à l'ensemble des produits encaissables hors subvention pour charge de service public versée par le ministère de tutelle.

Résultat de fonctionnement : différence entre les produits et les charges du compte de résultat.

Services à comptabilité distincte : la nature des missions d'un organisme ou son organisation particulière (ex. fondation universitaire) peuvent conduire à créer des services ayant une comptabilité distincte de la comptabilité générale de l'organisme. Ces services sont dotés d'un cadre comptable complet à l'exception notable des comptes de disponibilités. Cette organisation a pour objectif de dégager un résultat propre pour le service.

Solde budgétaire : il est égal à la différence entre les décaissements de crédits de paiement et les encaissements de recettes de l'exercice écoulé.

Subvention pour charges de service public (SCSP) : La SCSP versée par l'État constitue par nature une subvention globalisée destinée à couvrir indistinctement des dépenses de personnel et de fonctionnement de l'opérateur et, le cas échéant, d'investissement en lui conférant une capacité d'autofinancement accrue.

Taux d'exécution : il est égal au total des charges (ou des dépenses) comptabilisées rapportées aux prévisions.

Taux de réalisation : il est égal au total des produits (ou recettes) comptabilisés rapportés aux prévisions.

Trésorerie : la trésorerie est l'ensemble des liquidités disponibles dans les caisses ou comptes bancaires de l'organisme. La variation de trésorerie correspond à la différence entre les montants de la trésorerie arrêtés au 31 décembre des exercices comptables n et n-1.